

**13 juillet 2023 (mise à jour)**

Langue de l'original : français

## COI FOCUS

# BURKINA FASO

## Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Liste des sigles utilisés.....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>7</b>
<b>2. Etat actuel du conflit .....</b>	<b>8</b>
<b>3. Parties combattantes .....</b>	<b>12</b>
3.1. Forces de sécurité.....	12
3.2. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP).....	12
3.3. Groupes djihadistes .....	13
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>14</b>
4.1. Nombre d'incidents .....	14
4.2. Nature des incidents .....	15
4.2.1. Violences djihadistes .....	16
4.2.2. Violences étatiques .....	18
4.2.3. Violences basées sur le genre .....	18
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>19</b>
5.1. Données .....	19
5.2. Civils.....	20
5.3. Ciblage ethnique.....	22
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>23</b>
6.1. Région du Sahel .....	24
6.2. Région du Centre-Nord .....	25
6.3. Région du Centre-Est .....	25
6.4. Région du Nord .....	26
6.5. Région de l'Est .....	26
6.6. Région de la Boucle du Mouhoun .....	27
6.7. Région du Sud-Ouest .....	27
6.8. Région du Centre-Ouest .....	28
6.9. Région des Cascades.....	29
6.10. Région des Hauts-Bassins .....	30
6.11. Région du Centre .....	31
6.12. Région du Centre-Sud .....	32
6.13. Région du Plateau-Central.....	33
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>33</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>34</b>
8.1. Insécurité alimentaire .....	35
8.2. Infrastructures scolaires .....	36
8.3. Infrastructures sanitaires.....	36
<b>Résumé .....</b>	<b>37</b>
<b>Annexe .....</b>	<b>38</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>39</b>

## Liste des sigles utilisés

ACAPS	Assessment Capacities Project
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France-Presse
AI	Amnesty International
AIB	Agence d'information du Burkina
AJ	Al Jazeera
AP	Associated Press
APA	Agence de presse africaine
BDA	Battle Damage Assessment
BIR	Brigade d'intervention rapide
CDD	Centre for Democracy & Development
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CISC	Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
CTC	Combating Terrorism Center
DW	Deutsche Welle
EEI	Engin explosif improvisé
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EIP	European Institute of Peace
GIS	Geopolitical Intelligence Services
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime
FAO	Food and Agriculture Organization
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IEP	Institute for Economics and Peace
INSO	International NGO Safety Organisation
ISS	Institute for Security Studies
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin
MBDHP	Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples
MSF	Médecins sans frontières
RN	Route nationale

NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODH	Observatoire de la dignité humaine
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
RFI	Radio France internationale
UNICEF	United Nations Children's Fund
USDOS	United States Department of State
VBG	Violence basée sur le genre
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
VOA	Voice of America

## Introduction

L'objectif du présent rapport consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Il porte en particulier sur la période allant du 20 août 2022 au 23 juin 2023, mettant à jour le COI Focus du 6 octobre 2022.

L'analyse se compose de six parties. La première consiste en un rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Burkina Faso à partir de 2016. La situation sécuritaire depuis 2022 est abordée dans la deuxième partie. Quelques acteurs en présence – forces armées nationales, structures communautaires et groupes armés – sont passés en revue dans la troisième partie. La quatrième propose une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles de cette violence. La répartition géographique des incidents fait l'objet de la sixième et dernière partie.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité ou d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherche orientant certains de leurs travaux sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale ont également été consultées. Enfin, le Cedoca s'est entretenu le 25 mai 2023 avec un expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso qui travaille pour une ONG internationale. Dans le contexte burkinabè, cet expert préfère rester anonyme dans ce présent rapport, pour des raisons de sécurité. La recherche a été clôturée le 23 juin 2023.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'information du Burkina (AIB), Agence France-Presse (AFP), Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd8, Bafuji infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle (DW), Facebook, Faszine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la résistance populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine (ODH), Ouaga flash info, Ouaga FM, Ouaga24, Panapress, Pinal, Radio France internationale (RFI), Radio omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Séra, WAT FM, WhatsApp et Xinhua.

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles<sup>1</sup>. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 9 juin 2023. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts<sup>2</sup>. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue<sup>3</sup>.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données<sup>4</sup>. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une

<sup>1</sup> ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>2</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité au Burkina Faso font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

De 2016 à 2019, plusieurs groupes armés djihadistes ont mené des attaques au Burkina Faso<sup>5</sup>. Jusque-là, ces groupes ont surtout visé les symboles de l'État (armée, police et gendarmerie, bâtiments administratifs et écoles)<sup>6</sup>. En 2019, ces groupes ont commencé à se battre pour le contrôle territorial de plusieurs régions du pays, principalement le long de la frontière avec le Niger et le Mali et dans les régions du Sahel et de l'Est<sup>7</sup>, entraînant une forte hausse des pertes civiles<sup>8</sup>. Depuis 2021, une augmentation des attaques de groupes djihadistes contre les civils et des affrontements entre l'armée burkinabè (soutenue par ses auxiliaires civils<sup>9</sup>) et ces groupes est observée<sup>10</sup>.

Un rapport publié en mars 2023 par l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest de l'ONG internationale Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) résume de la manière qui suit l'évolution du conflit :

« Depuis fin 2016, la situation sécuritaire au Burkina Faso n'a cessé de se dégrader. La nature du conflit a changé de trois manières interdépendantes [...]. Premièrement, les groupes extrémistes violents, principalement Ansarul Islam et le JNIM, mais aussi l'EI Sahel, essentiellement dans les zones frontalières, ont lancé un nombre croissant d'attaques contre les forces de défense et de sécurité et toute personne représentant les autorités. Deuxièmement, les groupes d'autodéfense, d'abord indépendants puis réglementés par l'État, sont devenus un élément clé de la réponse sécuritaire. La combinaison de ces deux premiers éléments s'est traduite par une subordination croissante du conflit aux lignes communautaires, entraînant une forte augmentation du nombre de victimes civiles, les communautés étant prises pour cibles par les parties au conflit. De soulèvement localisé dans la province du Soum, région du Sahel, au nord du Burkina Faso, le conflit est devenu une insurrection à part entière se propageant à 11 des 13 régions du pays, avec des foyers du conflit dans les régions du nord et de l'est du pays (Sahel, Nord, Centre-Nord et Est), et une escalade des tensions en 2021 et 2022 dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades à l'ouest et au sud-ouest du pays, respectivement limitrophes du Mali et de la Côte d'Ivoire »<sup>11</sup>.

L'ONG constate également que les incidents violents liés au conflit enregistrés par l'ACLED sont en augmentation depuis 2016 jusqu'à 2022, avec une relative stabilisation en 2020 suite à la négociation de plusieurs accords de paix locaux<sup>12</sup>.

Les cartes ci-dessous montrent l'expansion de la répartition géographique des décès causés par la violence armée :

<sup>5</sup> ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

<sup>6</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>7</sup> ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

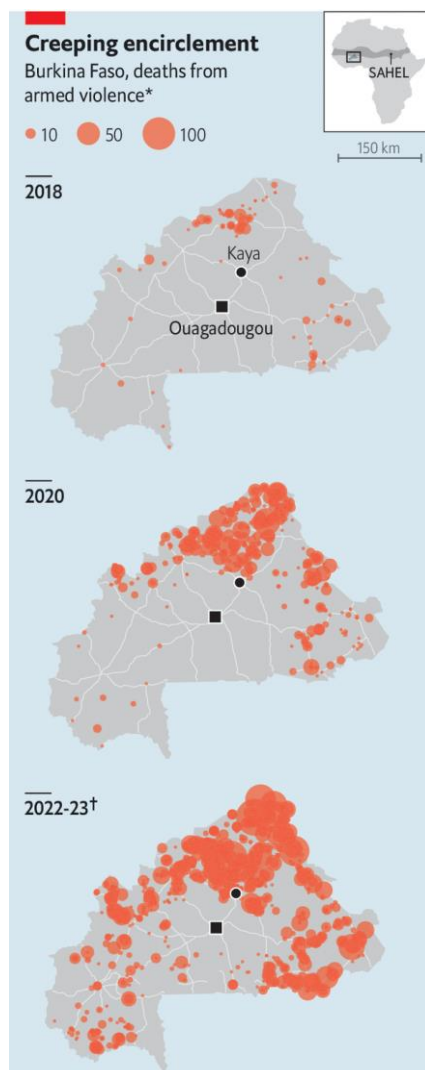
<sup>8</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>9</sup> Actuellement les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

<sup>10</sup> ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

<sup>11</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>12</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)



Evolution du nombre de décès (civils et militaires) causés par la violence armée<sup>13</sup>

## 2. Etat actuel du conflit

La situation des droits humains au Burkina Faso s'est sérieusement détériorée en 2022, selon Human Rights Watch (HRW) qui constate une intensification des attaques meurtrières perpétrées par des groupes djihadistes à l'encontre de civils et des exactions des forces de sécurité<sup>14</sup>. Le Conseil de sécurité des Nations unies constate que le nombre de morts parmi les civils en février 2023 au Burkina Faso « a atteint le niveau le plus élevé de ces dernières années en conséquence des offensives de groupes militants. Le nombre de civils tués en février était près du double de la moyenne mensuelle de 2022 »<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>14</sup> HRW, 12/01/2023, [url](#)

<sup>15</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 09/05/2023, [url](#)



HRW estime également que ces combats entre groupes djihadistes et forces de sécurité « constituent un conflit armé non international en vertu du droit de la guerre »<sup>16</sup>.

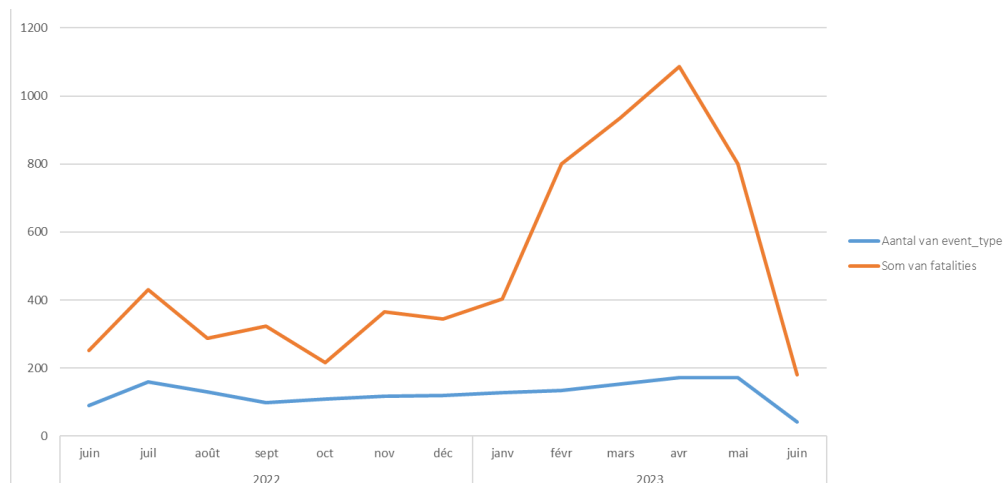
L'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), déclinaison locale de l'Etat islamique, et son rival, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin, JNIM), affilié à Al-Qaida, contrôlent 40 % du territoire burkinabè selon plusieurs sources<sup>17</sup>, dont les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel<sup>18</sup>. L'EIGS est le groupe dominant au Sahel et particulièrement dans la région du Liptako-Gourma. Le JNIM est le groupe dominant dans la province du Soum et dans le reste du pays<sup>19</sup>.

Selon le Global Terrorism Index 2023, le nombre de décès liés au terrorisme au Burkina Faso a augmenté de 50 % entre 2021 et 2022, alors que le nombre d'attaques a, quant à lui, augmenté de 38 %. C'est la première fois que le Burkina Faso est le pays le plus meurtrier dans ce classement, remplaçant ainsi l'Afghanistan qui avait occupé cette place pendant quatre ans<sup>20</sup>.

Selon l'ACLED, de 2021 à 2022, le nombre de décès signalés à la suite de violences politiques a augmenté de 77 % au Burkina Faso<sup>21</sup>.

Plus largement, l'ouest du Sahel (Burkina Faso, Mali et ouest du Niger) a subi en 2022 « la plus importante augmentation d'évènements violents impliquant des islamistes violents de toute région d'Afrique », avec 90 % de ces évènements violents survenus au Burkina Faso et au Mali<sup>22</sup>. Les groupes djihadistes continuent d'y exploiter les régions frontalières, profitant d'une moindre présence sécuritaire<sup>23</sup>.

Du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, l'ACLED a comptabilisé au Burkina Faso 1.630 incidents (*violence against civilians, explosions/remote violence, battles*) et 6.427 victimes causées par ceux-ci. Ces incidents et victimes se sont succédés de la manière suivante :



Evolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci<sup>24</sup>

Le coup d'Etat du 30 septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré, le deuxième de l'année 2022, est abordé dans le COI Focus du 6 octobre 2022.

<sup>16</sup> HRW, 15/06/2023, [url](#)

<sup>17</sup> AJ, 18/02/2023, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 22/02/2023, [url](#)

<sup>18</sup> ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

<sup>19</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>20</sup> IEP, 14/03/2023, [url](#)

<sup>21</sup> ACLED (Nsaiba H.), 08/02/2023, [url](#)

<sup>22</sup> CESA, 10/02/2023, [url](#)

<sup>23</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>24</sup> ACLED, s.d., [url](#)

Le 14 octobre 2022, une charte de transition s'accompagnant d'un calendrier de mise en œuvre sur 21 mois a été adoptée lors d'une conférence nationale. Le capitaine Traoré a prêté serment en tant que Président de transition le 20 octobre 2022<sup>25</sup>. Ce dernier a fait de la reconquête des territoires pris par les groupes djihadistes sa priorité. Alors que son prédécesseur envisageait un dialogue avec les terroristes, le capitaine Traoré semble se concentrer sur une action militaire basée sur le concept de défense populaire<sup>26</sup>.

L'armée a été renforcée de 6.000 soldats depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré et le recrutement de 5.000 autres est en cours<sup>27</sup>. Une campagne de recrutement de 1.400 gendarmes a été lancée en novembre 2022<sup>28</sup>. Le nouveau président a également engagé une « stratégie antiterroriste offensive et basée sur l'armement des civils », via les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) (voir [chapitre 3.2.](#)) et a réussi à reprendre quelques villes à la fin de 2022 ou au début de 2023, ce qui lui a valu le soutien de la population. Les djihadistes ont de leur côté augmenté le rythme des attaques<sup>29</sup>.

Le développement des VDP va de pair avec la forte augmentation du nombre de décès dus aux affrontements armés, car nombre de ces affrontements ont eu lieu entre ces VDP et le JNIM, ce qui explique des taux de mortalité très élevés<sup>30</sup>.

En janvier 2023, la junte a expulsé 400 soldats des forces spéciales françaises qui opéraient sous l'égide de l'opération Sabre depuis 2010<sup>31</sup>. Cette force s'occupait de la formation de ses homologues burkinabè et ponctuellement de missions de contre-terrorisme et de libération d'otages<sup>32</sup>. Le capitaine Traoré s'est engagé à s'appuyer entièrement sur les VDP et l'armée burkinabè pour reprendre le terrain aux groupes djihadistes<sup>33</sup>.

Le 13 avril 2023, le Burkina Faso a décrété la mobilisation générale pour une durée de douze mois<sup>34</sup>. Concrètement, un décret<sup>35</sup> permet depuis lors de prendre des mesures exceptionnelles comme la mobilisation des personnes âgées de plus de dix-huit ans, des biens, des services, les restrictions de circulation, d'expression, de réunion ainsi que le contrôle sur les ressources en énergie et les produits industriels. Les populations peuvent également s'organiser, sous l'encadrement des forces de défense et de sécurité, pour défendre leur localité contre toutes formes de menace. De plus, dans les zones d'opération, c'est le commandement militaire qui est désormais responsable de l'ordre public aux côtés des autorités civiles<sup>36</sup>.

L'Etat burkinabè a prolongé l'état d'urgence à compter du 29 avril jusqu'au 29 octobre 2023. Ceci concerne 22 provinces réparties dans huit régions : la Boucle du Mouhoun (Banwa, Kossi, Nayala et Sourou), le Centre-Est (Koumpelogo), l'Est (Gnagna, Gourma, Komondjari, Kompienga et Tapoa), les Hauts-Bassins (Kéné Dougou et Tuy), le Nord (Lorum et Yatenga), le Sahel (Oudalan, Séno, Soum et Yagha), les Cascades (Comoé) et le Centre-Nord (Bam, Namentenga et Sanmatenga)<sup>37</sup>. Cet état d'urgence accorde notamment aux autorités administratives ou aux forces de défense et de sécurité « le droit de prendre une série de mesures allant entre autres de l'interdiction de circulation à la

<sup>25</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 03/03/2023, [url](#)

<sup>26</sup> ISS (Fahiraman R. K., Koné H.), 09/01/2023, [url](#)

<sup>27</sup> JA, 14/06/2023, [url](#)

<sup>28</sup> ISS (Fahiraman R. K., Koné H.), 09/01/2023, [url](#)

<sup>29</sup> Le Monde (Le Cam M.), 22/02/2023, [url](#)

<sup>30</sup> CDD (Angalapu D., Nichole Grossman N.), 09/06/2023, [url](#)

<sup>31</sup> RFI, 25/01/2023, [url](#) ; DW (Schwikowski M.), 25/01/2023, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M., Bensimon C., Vincent E.), 24/01/2023, [url](#)

<sup>32</sup> Jonathan Guiffard (@joeguiffard), 24/01/2023, [url](#)

<sup>33</sup> RFI, 25/01/2023, [url](#)

<sup>34</sup> France 24, 13/04/2023, [url](#)

<sup>35</sup> Décret N°2023- 0475 /PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI portant mobilisation générale et mise en garde, 19/04/2023, [url](#)

<sup>36</sup> RFI (Laleix G.), 20/04/2023, [url](#)

<sup>37</sup> RFI, 13/05/2023, [url](#) ; Faso7, 24/03/2023, [url](#) ; L'Economiste du Faso, 11/04/2023, [url](#)

dissolution de groupes et associations, en passant par le contrôle des médias ou encore la réquisition de biens et de personnes »<sup>38</sup>.

La liberté de la presse se réduit progressivement. En effet, la junte a expulsé des journalistes étrangers, suspendu RFI et France 24<sup>39</sup> et entrave de plus en plus le droit d'informer des médias burkinabè indépendants, notamment via des menaces ou des détentions de plusieurs journalistes locaux<sup>40</sup>. Un chercheur de l'ICG a également été arrêté puis relâché<sup>41</sup>.

Par ailleurs, les rassemblements sont interdits depuis le dernier putsch<sup>42</sup>. Malgré cela, au moins quatorze manifestations de grande ampleur ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays en 2023 pour dénoncer l'insécurité. La plus récente a eu lieu à Nouna le 17 mai 2023<sup>43</sup>.

Le pouvoir tente de museler ceux susceptibles de tenir un discours critique vis-à-vis des autorités militaires, en installant un climat de peur et de suspicion. Les partis politiques sont empêchés de se réunir et des défenseurs des droits de l'homme sont menacés de mort<sup>44</sup>. Certains opposants au gouvernement ont été arrêtés et forcés de combattre sur le front<sup>45</sup>. D'autres figures politiques, dont l'ex-chef de l'opposition et ancien ministre Zéphirin Diabré, ont été auditionnées par la police judiciaire<sup>46</sup>.

Des acteurs locaux de la société civile<sup>47</sup> et des leaders locaux<sup>48</sup> ont été arrêtés en 2023<sup>49</sup>.

Les nouvelles autorités nationales ont opté pour une diversification des relations bilatérales avec la fin de la coopération militaire avec la France au profit de nouvelles relations avec la Turquie<sup>50</sup>, la Russie<sup>51</sup>, la Corée du Nord, l'Iran et le Venezuela<sup>52</sup>. Le pouvoir a ainsi renversé son jeu d'alliances en se rapprochant de ces nouveaux acteurs, notamment dans le but de se construire une légitimité populaire<sup>53</sup> et de discuter sur la fourniture d'armes militaires<sup>54</sup>.

D'après le Combating Terrorism Center (CTC), il semble y avoir une très forte probabilité que le gouvernement militaire du Burkina Faso engage la milice Wagner<sup>55</sup> dans un avenir proche<sup>56</sup>. Il estime qu'un futur déploiement potentiel de Wagner au Burkina Faso renforcerait l'influence russe dans la région et compliquerait la politique occidentale en Afrique de l'Ouest. La présence de cette milice entraînerait probablement aussi une nouvelle recrudescence de la violence djihadiste au Burkina Faso, étant donné que les attaques djihadistes, perpétrées à la fois par le JNIM et l'Etat islamique, ont augmenté de façon spectaculaire au Mali depuis le déploiement de Wagner il y a un peu plus d'un an<sup>57</sup>.

<sup>38</sup> RFI, 13/05/2023, [url](#)

<sup>39</sup> HRW, 29/03/2023, [url](#) ; Le Monde (Sylvestre-Treiner A.), 02/04/2023, [url](#)

<sup>40</sup> DW, 27/02/2023, [url](#) ; Le Courrier international, 03/04/2023, [url](#) ; VOA (Solomon S.), 29/03/2023, [url](#) ; The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>41</sup> APA, 14/03/2023, [url](#) ; La Nouvelle tribune (Hessoun Ch.), 14/03/2023, [url](#)

<sup>42</sup> Le Monde (Douce S.), 30/05/2023, [url](#)

<sup>43</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>44</sup> Le Monde (Le Cam M.), 07/03/2023, [url](#)

<sup>45</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>46</sup> Le Monde (Douce S.), 30/05/2023, [url](#)

<sup>47</sup> Au moins durant les cinq premiers mois de 2023, dont un acteur enrôlé de force dans les VDP

<sup>48</sup> Comme le Président du Ruga à l'Est et l'ancien chef des *Koglweogo* à Fada N'Gourma

<sup>49</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>50</sup> Le Monde (Douce S.), 30/05/2023, [url](#)

<sup>51</sup> GIS (Ahrens Teixeira C.), 03/01/2023, [url](#)

<sup>52</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; JA (Coulibaly N.), 15/06/2023, [url](#)

<sup>53</sup> Le Monde (Grynszpan E., et al.), 28/01/2023, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 16/02/2023, [url](#)

<sup>54</sup> CDD (Angalapu D., Nichole Grossman N.), 09/06/2023, [url](#)

<sup>55</sup> Société paramilitaire privée basée en Russie

<sup>56</sup> CTC (Nsaibia H., Weiss C.), 01/2023, [url](#) ; Le Monde (Grynszpan E. et al.), 28/01/2023, [url](#)

<sup>57</sup> CTC (Nsaibia H., Weiss C.), 01/2023, [url](#)

A l'heure de rédiger ce COI Focus, le groupe Wagner n'est pas officiellement présent au Burkina Faso mais plusieurs sources affirment que le groupe traverse la frontière<sup>58</sup> ou que des instructeurs du groupe se trouvent dans le pays<sup>59</sup>, ce que nient les autorités burkinabè<sup>60</sup>.

## 3. Parties combattantes

### 3.1. Forces de sécurité

Les opérations militaires se sont multipliées depuis le début de l'année 2023, dans cette stratégie du « tout-militaire »<sup>61</sup>. Toutefois, l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso rencontré par le Cedoca note que beaucoup de revendications militaires officielles sont fausses ou ne donnent pas les résultats escomptés. D'une part, la plupart des opérations sont des frappes sans *Battle Damage Assessment* (BDA), donc avec des résultats revendiqués invérifiables. D'autre part, certaines opérations n'ont pas existé du tout ou ont donné lieu à de fausses déclarations. Enfin, certaines images de drones sont réutilisées pour simuler de nouvelles opérations<sup>62</sup>.

Toujours selon cet expert, les groupes djihadistes sont informés à l'avance du début des opérations et se replient systématiquement pendant que ces opérations se déroulent<sup>63</sup>. Dans le meilleur des cas, ces groupes djihadistes peuvent être temporairement déplacés mais pas durablement affaiblis<sup>64</sup>.

### 3.2. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

Le système des VDP a été mis en place par une loi votée en janvier 2020, comme expliqué au chapitre 3.3. du précédent COI Focus<sup>65</sup>. Ces groupes de VDP ont absorbé la plupart des groupes *koglweogo* décrits au même chapitre<sup>66</sup>.

Le gouvernement militaire a réaffirmé le rôle central des VDP dans la réponse sécuritaire de l'Etat. Une campagne de recrutement s'est déroulée d'octobre 2022 au 18 novembre 2022. Sur les 90.000 candidatures, 50.000 ont été retenues et ont reçu une formation militaire de quatorze jours<sup>67</sup>. Selon le GI-TOC, cette campagne présage une nouvelle recrudescence de la violence « car les groupes extrémistes violents répondront au nombre plus élevé de VDP par une intimidation et un harcèlement accrus des communautés dans lesquelles les volontaires sont présents, ou par des attaques à l'encontre des communautés qui ne s'opposent pas activement au groupe »<sup>68</sup>. Le 30 mai 2023, le Premier ministre a annoncé, lors de son discours sur la situation nationale, son ambition de recruter 50.000 VDP supplémentaires<sup>69</sup>.

Le profil ethnique de ces VDP avait été souligné dans le précédent rapport, ce mouvement s'inscrivant surtout dans la droite ligne de critères ethniques et se formant sur la base de groupes existants, notamment des groupes d'autodéfense *Koglweogo* et *Dozo*, donc parmi les communautés mossis (principalement) et fulsés ou gourmantchés. Cette absence de diversification ethnique et cette

<sup>58</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>59</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>60</sup> Le Monde (Douce S.), 30/05/2023, [url](#) ; JA (Duhem V.), 20/06/2023, [url](#)

<sup>61</sup> Le Monde (Douce S.), 30/05/2023, [url](#)

<sup>62</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>63</sup> Comme par exemple lors de l'« opération Kapidougou » en avril 2023

<sup>64</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>65</sup> CGRA - Cedoca, 06/10/2022, [url](#)

<sup>66</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>67</sup> ISS (Fahiraman R. K., Koné H.), 09/01/2023, [url](#)

<sup>68</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>69</sup> Wakat Sera, 30/05/2023, [url](#)

exclusion des Peuls continuent d'être mises en avant par les sources consultées pour ce présent rapport. Ces même sources redoutent un emballement des tensions et violences ethniques<sup>70</sup>.

Dans les faits, la création de ces VDP a accéléré la violence entre les parties au conflit et à l'encontre des civils<sup>71</sup>. En effet, l'objectif des VDP, qui était de tenter de défendre leurs communautés contre les groupes extrémistes violents, s'est rapidement transformé pour inclure le lancement d'attaques préventives à l'encontre des communautés voisines, en particulier les Peuls, accusés d'être passivement ou directement impliqués dans des activités extrémistes violentes<sup>72</sup>.

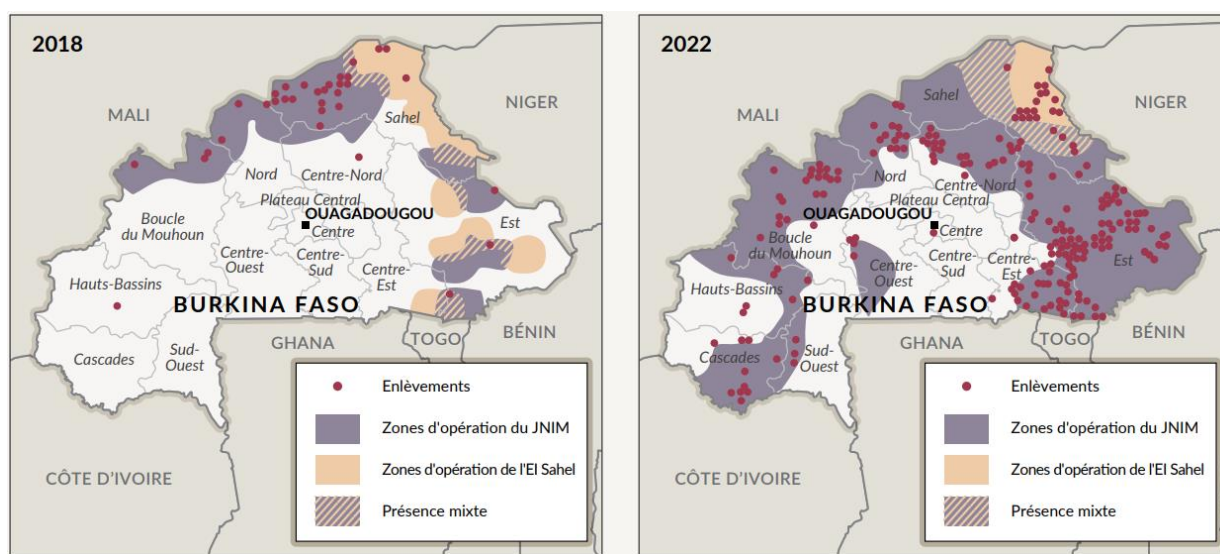
Des exemples de ces violences sont décrits dans les quatrième et cinquième parties.

Ces VDP constituent cependant, selon l'expert, un rempart contre l'expansion djihadiste dans de nombreuses communes (Titao, Kelbo, Arbinda, Bourzanga, Gorgadji, Tanwambougou)<sup>73</sup>.

### 3.3. Groupes djihadistes

Les deux principaux groupes djihadistes actifs au Burkina Faso sont l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin, JNIM). Ces groupes (origines, recrutements, stratégies) sont respectivement décrits aux chapitres 3.4.3. et 3.4.4. du COI Focus précédent.

La carte ci-dessous montre l'expansion des zones d'opérations de ces deux groupes :



Enlèvements et zones d'opérations des groupes djihadistes, 2018 et 2022<sup>74</sup>.

Pour des questions d'accès aux ressources et d'influence, les affrontements entre ces deux groupes se multiplient depuis 2019, particulièrement près des localités d'Oursi et de Déou (province de l'Oudalan)<sup>75</sup>.

<sup>70</sup> GIS (Ahrens Teixeira C.), 03/01/2023, [url](#) ; GI-TOC, 07/03/2023, [url](#) ; expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; ISS (Fahiraman R. K., Koné H.), 09/01/2023, [url](#)

<sup>71</sup> JA, 14/06/2023, [url](#)

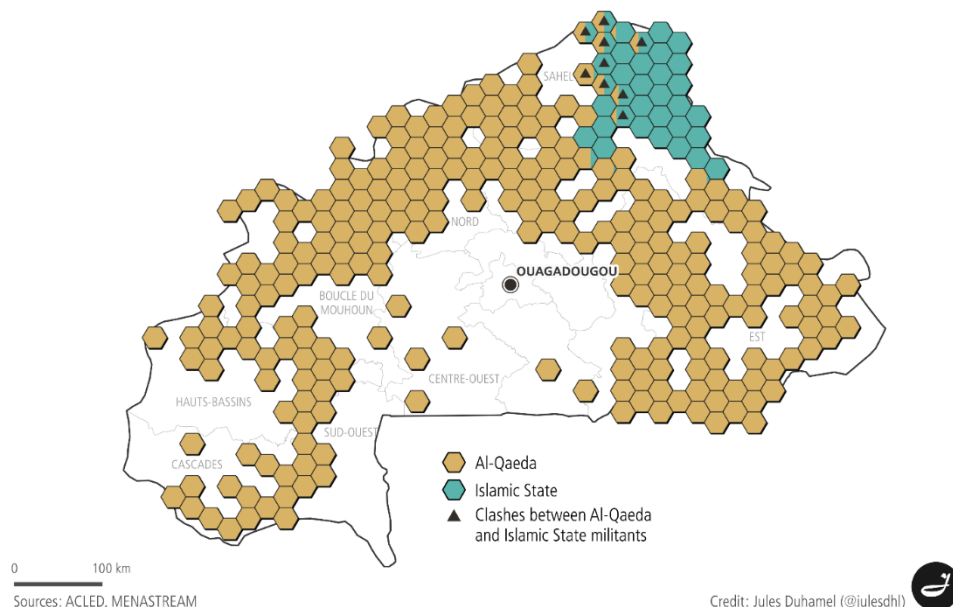
<sup>72</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>73</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>74</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>75</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 03/03/2023, [url](#) ; expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

Sur base des données de l'ACLED et de Menastream, le cartographe Jules Duhamel a également réparti les zones d'opérations de ces deux groupes ainsi que celles de leurs affrontements durant l'année 2022 (jusqu'au 7 décembre).



Activités des groupes djihadistes en 2022<sup>76</sup>

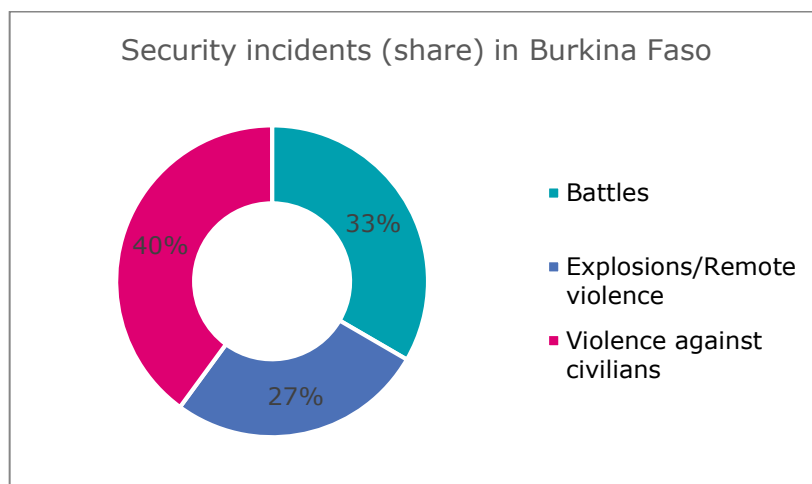
## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, l'ACLED a recensé 1.630 incidents au Burkina Faso : 544 incidents sont classés comme *battles*, 435 incidents comme *explosions/remote violence* et 651 comme *violence against civilians*. Autrement dit, la violence contre les civils représente toujours la majorité des incidents<sup>77</sup>.

<sup>76</sup> Duhamel J., 07/12/2022, [url](#)

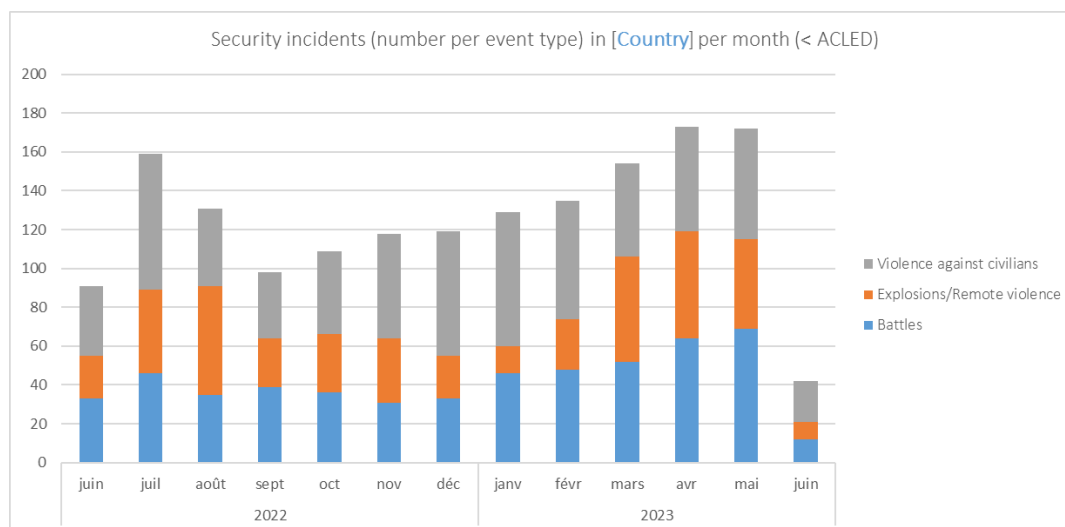
<sup>77</sup> ACLED, s.d., [url](#)



Répartition des trois types d'incidents entre le 11 juin 2022 et le 9 juin 2023<sup>78</sup>

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. Une liste complète des catégories et sous-catégories des incidents ainsi que leur définition figurent dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>79</sup>.

Durant la même période, ces 1.630 incidents sont répartis de la manière suivante :



Répartition des types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023<sup>80</sup>

## 4.2. Nature des incidents

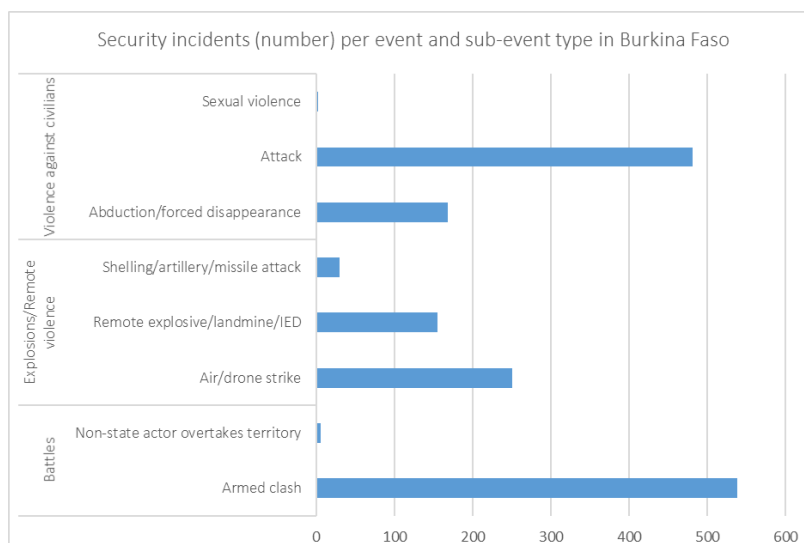
Du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, les affrontements armés (538) et les attaques contre les civils (481) constituent les violences les plus fréquentes, comme le montre le graphique suivant<sup>81</sup>.

<sup>78</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>79</sup> CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>80</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>81</sup> ACLED, s.d., [url](#)



Types de violence entre le 11 juin 2022 et le 9 juin 2023<sup>82</sup>

#### 4.2.1. Violences djihadistes

Le premier trimestre 2023 a connu, selon l'expert consulté le 25 mai 2023, les attaques terroristes les plus meurtrières jamais perpétrées contre les forces armées du Burkina Faso dans son histoire : Oursi et Tin Akoff (au moins 120 soldats tués) dans la région du Sahel, Partiaga (60 civils tués) et Ougarou (33 soldats tués) dans la région de l'Est, Aorema (entre 40 et 72 VDP/soldats tués) dans la région du Nord<sup>83</sup>.

Le JNIM développe progressivement sa stratégie de ciblage des points stratégiques de circulation et de communication sur le territoire national afin d'isoler Ouagadougou, la capitale, des villes secondaires et des pays côtiers, en coupant la route nationale (RN) 2 (Ouahigouya-Ouagadougou), la RN16 (Ouagadougou-Bittou), la RN3 (Kaya-Dori) et la RN17 (entre Tenkodogo et la frontière togolaise)<sup>84</sup>.

HRW a documenté des abus qui auraient été commis par des groupes armés islamistes dans les régions du Centre-Ouest, du Centre-Nord et du Sahel depuis le mois de novembre 2022. HRW dénonce les tueries de dizaines de civils, le pillage et l'incendie des biens, et le déplacement forcé de milliers de personnes<sup>85</sup>.

Les attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI) sont restées omniprésentes au cours de l'année 2022 selon le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS). Ces embuscades tendues aux forces de sécurité et aux VDP entraînent aussi la mort de civils<sup>86</sup>.

Les groupes armés ont également assiégé plusieurs villes, privant les habitants de nourriture, de services essentiels et d'aide humanitaire<sup>87</sup>. Selon un rapport du Projet 21 de juin 2023,

« [...] le Burkina Faso compte désormais six régions possédant des 'enclaves' et 26 localités dites 'enclavées' où : (i) les populations civiles ne peuvent aller et venir librement ; (ii) les commerçants

<sup>82</sup> ACLED, *Data région Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 09/06/2023, [url](#)

<sup>83</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>84</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>85</sup> HRW, 15/06/2023, [url](#)

<sup>86</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>87</sup> HRW, 15/06/2023, [url](#)



ne peuvent aller et venir librement ; (iii) les parties au conflit ont démontré leur volonté manifeste d'empêcher les populations civiles d'aller et venir librement »<sup>88</sup>.

Selon l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso consulté en mai 2023, plus de 30 villes<sup>89</sup> sont à ce moment sous embargo par le JNIM et l'ISS<sup>90</sup>. Chaque fois qu'un membre d'un village rejoint les VDP, cela incite les djihadistes à mettre un embargo sur le village et à forcer les habitants de partir. Ceux qui refusent de partir risquent d'être tués<sup>91</sup>. Une chercheuse spécialisée en gouvernance et sécurité dans le Sahel explique à Jeune Afrique en mars 2023 que le nombre de villes sous blocus est difficile à quantifier, notamment dans les zones rurales. En effet, « au-delà des villes de moyenne importance, des villages ou groupes de villages sont aussi placés sous blocus par les groupes djihadistes »<sup>92</sup>.

Dans le nord-est du pays, « les djihadistes préfèrent isoler les agglomérations et contrôler les zones rurales »<sup>93</sup>. Les insurrections djihadistes se sont emparées d'une grande partie des campagnes, selon un chercheur du think tank américain Atlantic Council qui s'exprime sur un site d'informations<sup>94</sup>.

Par ailleurs, depuis janvier 2023, pour la première fois, des communes sont tombées sous le contrôle des djihadistes : Tin Akoff, Partiaga, Tougouri et Yamba<sup>95</sup>.

Après une augmentation progressive entre 2017 et 2020, les enlèvements ont atteint des niveaux records en 2021 et en 2022, selon un rapport de la GI-TOC, visant dans l'immense majorité des citoyens burkinabè. Les groupes armés non étatiques, et en particulier le JNIM, en sont les auteurs principaux : « Le JNIM utilise l'enlèvement comme un outil stratégique pour établir son influence sur un nouveau territoire (par l'intimidation et la collecte de données) ou pour asseoir son influence, en continuant à intimider et à recueillir des informations, ainsi qu'en contrôlant tout type d'activité sur son territoire et en recrutant des membres de la communauté ». Cette industrie des enlèvements est devenue « un élément central de gouvernance pour les groupes armés et, dans une moindre mesure, une source de financement ». Une proportion importante des victimes enlevées par le JNIM sont libérées<sup>96</sup>.

Les 12 et 13 janvier 2023, plus d'une cinquantaine de femmes (voire 75 selon le Mouvement burkinabè pour la défense des droits de l'homme et des peuples, MBDHP) de la commune d'Arbinda ont été enlevées par des hommes armés. Ce rapt dont l'ampleur est sans précédent dans le pays a été attribué au JNIM<sup>97</sup>. Il est « clairement un message envoyé aux VDP pour les inciter à ne plus collaborer avec l'Etat », analyse Mahamoudou Savadogo dans le journal Le Monde. D'autant plus que, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux en novembre 2022, le chef djihadiste Jafar Dicko<sup>98</sup> avait menacé de représailles les villages dont les habitants seraient tentés de combattre aux côtés de l'armée<sup>99</sup>.

Des recrutements forcés au sein des groupes djihadistes sont signalés, comme autour du Parc W par exemple<sup>100</sup>. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF),

<sup>88</sup> Projet 21, 14/06/2023, [url](#)

<sup>89</sup> Sans compter les villages

<sup>90</sup> Les nouvelles villes sous embargo depuis décembre 2022 sont Tougan, Gayéri, Nouna, Soudougui, Ouargaye et Mangodara.

<sup>91</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>92</sup> JA (Monteau F.), 16/03/2023, [url](#)

<sup>93</sup> Le Monde, 21/04/2023, [url](#)

<sup>94</sup> War on the rocks (Shurkin M.), 20/06/2023, [url](#)

<sup>95</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>96</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>97</sup> Le Monde (Le Cam M.), 19/01/2023, [url](#) ; Lefaso.net, 22/01/2023, [url](#)

<sup>98</sup> Voir chapitre 3.4.2. du précédent COI Focus

<sup>99</sup> Le Monde (Le Cam M.), 19/01/2023, [url](#)

<sup>100</sup> ICG, 26/01/2023, [url](#)

les enfants sont de plus en plus recrutés par les groupes armés et sont également victimes de violences<sup>101</sup>.

Les djihadistes mettent parfois en place une sorte de tribunal chargé de juger les violations présumées de la loi islamique, de sanctionner la collaboration avec les autorités de l'Etat ou de régler les différends entre les villageois<sup>102</sup>.

#### 4.2.2. Violences étatiques

Les forces de sécurité et les VDP commettent des arrestations arbitraires, des exécutions arbitraires ou illégales d'individus soupçonnés de collusion avec les groupes djihadistes (y compris certains de leurs anciens intermédiaires). Des disparitions leur sont également imputées<sup>103</sup>. Les enlèvements par ces acteurs se soldent le plus souvent par un meurtre ou une disparition<sup>104</sup>.

Les VDP sont accusés par le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC) d'actes de torture<sup>105</sup>. Plusieurs ONG ont signalé que des personnes sont recrutées de force dans les VDP<sup>106</sup>. Le département d'Etat américain mentionne en mars 2023 qu'aucun rapport ne fait état du recrutement ou de l'utilisation d'enfants soldats par le gouvernement<sup>107</sup>.

Les autorités ont également détenu des personnes sans inculpation ni jugement pendant des périodes plus longues que la peine maximale encourue en cas de condamnation pour l'infraction présumée ; cela était particulièrement vrai dans les affaires de terrorisme, y compris pour les enfants détenus pour association présumée avec des groupes armés<sup>108</sup>.

En 2022, « [p]eu de progrès ont été réalisés en matière de justice pour les meurtres présumés de centaines de suspects lors d'opérations menées par les forces de sécurité dans le passé »<sup>109</sup>, selon HRW. Le gouvernement a toutefois lancé des enquêtes au sujet d'allégations d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité à Tougouri (région du Centre-Nord)<sup>110</sup>.

La Loi n° 001-2023/ALT portant modification de la Loi n° 24-94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice militaire, délibérée le 16 février 2023 par l'Assemblée législative de transition, renforce le rôle des prévôts<sup>111</sup> de l'armée<sup>112</sup>.

#### 4.2.3. Violences basées sur le genre

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dans son travail sur le terrain, est confronté à des récits de violences basées sur le genre (VBG)<sup>113</sup>, violences rapportées dans le dernier rapport annuel du département d'Etat américain de mars 2023<sup>114</sup>.

<sup>101</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>102</sup> ICG, 26/01/2023, [url](#)

<sup>103</sup> HRW, 17/03/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>104</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>105</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>106</sup> AFP via Africanews, 29/03/2023, [url](#) ; AFP via VOA, 20/04/2023, [url](#)

<sup>107</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>108</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>109</sup> HRW, 12/01/2023, [url](#)

<sup>110</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 03/03/2023, [url](#)

<sup>111</sup> Les prévôts sont « responsables de la discipline dans les forces armées et de la protection des droits des détenus lors des opérations militaires et dans les postes militaires » : HRW, 17/03/2023, [url](#)

<sup>112</sup> Loi N°001-2023/ALT portant modification de la Loi n° 24-94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice militaire, 16/02/2023, [url](#) ; HRW, 17/03/2023, [url](#) ; BF1News, 17/02/2023, [url](#)

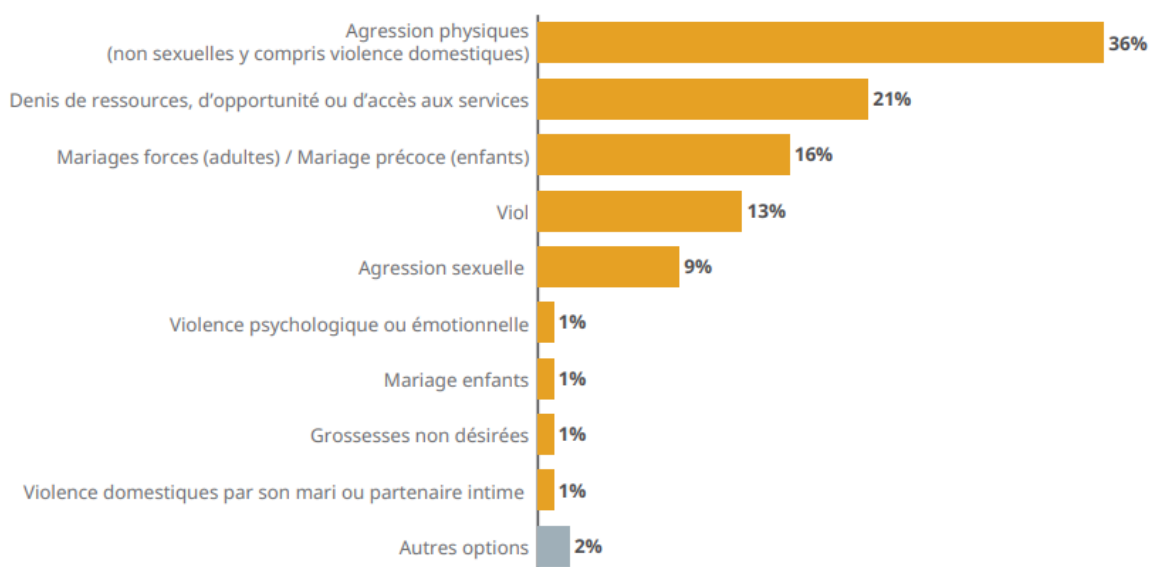
<sup>113</sup> HCR, 15/03/2023, [url](#) ; HCR, 18/05/2023, [url](#)

<sup>114</sup> USDOS, 20/03/2023, [url](#)

Un rapport d'analyse, le Projet 21<sup>115</sup>, s'est intéressé à la situation de protection et aux évolutions dans les trois pays du Sahel central<sup>116</sup> et dans la province du Lac au Tchad, durant l'année 2022. La méthodologie de cette analyse démontre une attention particulière sur les données récoltées au Burkina Faso<sup>117</sup>. Ce rapport indique notamment ceci :

« Les risques de protection liés aux VBG sont en augmentation, au même titre que les conflits et l'insécurité s'intensifient et s'étendent à travers la région. L'insécurité affecte particulièrement les filles et les femmes dont les droits d'accès aux services, le droit à la quiétude, sont violés. Les filles et les femmes sont affectées par des risques de protection tels que le mariage forcé, le mariage d'enfant, les violences physiques sexuelles et non sexuelles. A cela s'ajoute, toutes les conséquences psychologiques et émotionnelles de ces violences, et la santé mentale des survivants de viols et violences »<sup>118</sup>.

Les principaux types de VBG mentionnés durant la collecte des données (à travers un total de 14.723 entretiens) sont les suivants :



Principaux types de VBG en 2022<sup>119</sup>

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Données

Comme décrit au [chapitre 2.](#), pour la période du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, l'ACLEED a comptabilisé 6.427 morts au Burkina Faso dans des incidents catégorisés *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>120</sup>.

<sup>115</sup> Sous la co-facilitation du HCR et du Conseil danois pour les réfugiés (DRC), le Projet 21 vise à soutenir la coordination transfrontalière et inter-agence en matière de protection et au bénéfice des droits des personnes affectées par les conflits.

<sup>116</sup> Burkina Faso, Mali et Niger

<sup>117</sup> Projet 21, 20/06/2023, [url](#)

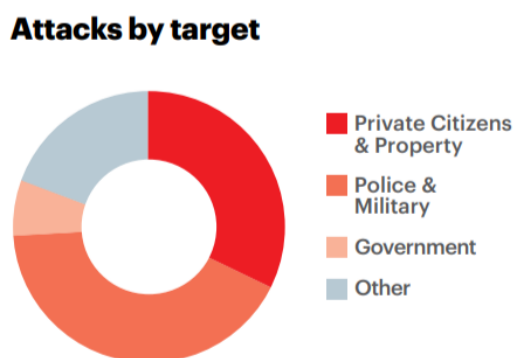
<sup>118</sup> Projet 21, 20/06/2023, [url](#)

<sup>119</sup> Projet 21, 20/06/2023, [url](#)

<sup>120</sup> ACLED, s.d., [url](#)

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend aussi bien des civils que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données<sup>121</sup>. L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations<sup>122</sup>. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>123</sup>.

Selon le Global Terrorism Index 2023, la répartition des cibles des attaques terroristes en 2022 est la suivante :



Cibles des attaques terroristes selon le Global Terrorism Index 2023<sup>124</sup>

## 5.2. Civils

Comme expliqué dans le COI Focus précédent, les groupes djihadistes se sont dans un premier temps surtout attaqués aux symboles de l'Etat burkinabé (armée, police et gendarmerie, mais aussi bâtiments administratifs et écoles).

Plusieurs attaques de djihadistes ciblent toujours explicitement les forces de sécurité, comme les VDP par exemple<sup>125</sup>. Les VDP et les personnes qui les soutiennent sont une priorité pour les groupes djihadistes<sup>126</sup>. Le Monde explique à la mi-avril 2023 que plus de 150 VDP ont été tués depuis janvier de la même année<sup>127</sup>. Très faciles à atteindre et avec des risques minimes de résistance, les écoles demeurent une cible privilégiée. Les enseignants restent des cibles chroniques des djihadistes, essentiellement dans les provinces du Soum, de l'Oudalan et de Loroum<sup>128</sup>.

Cependant, depuis 2019, les pertes civiles ont très fortement augmenté<sup>129</sup>. Les civils sont plus exposés aux tueries des groupes djihadistes depuis la mise en place des VDP, tout le village abritant des VDP devient en effet une cible<sup>130</sup>. Les exécutions illégales de civils par des groupes djihadistes mais aussi

<sup>121</sup> ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>122</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

<sup>123</sup> CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>124</sup> IEP, 14/03/2023, [url](#)

<sup>125</sup> Le Figaro, 20/01/2023, [url](#)

<sup>126</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>127</sup> Le Monde (Le Cam M.), 19/04/2023, [url](#)

<sup>128</sup> The Conversation (Martinez L.), 21/03/2023, [url](#)

<sup>129</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>130</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

par les forces armées burkinabè et les milices pro-gouvernementales ont encore augmenté depuis 2022<sup>131</sup>.

La majorité des attaques de l'EIGS ont lieu contre la population (civils et leaders locaux) tandis que les attaques du JNIM sont réparties entre les forces de sécurité et les civils<sup>132</sup>.

Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA),

« [...] la prise pour cible des civils semble être une tactique délibérée pour intimider les communautés locales afin de les forcer soit à coopérer, soit à fuir. Cela donne aux groupes islamistes militants à la fois plus de force et de contrôle territorial. Au moins une partie de la violence contre les civils cherche à contrôler les revenus aurifères et des réseaux de trafiquants, reflétant la nature de plus en plus criminelle de l'activité des groupes militants dans plusieurs de ces zones »<sup>133</sup>.

Dans un rapport couvrant les mois de mars et avril 2023, le Projet 21 indique ceci :

« La violence armée et les attaques des Groupes Armés Non Etatiques (GANE) contre les civils exposent les communautés à de nombreux risques de protection et constituent la cause principale des mouvements forcés de populations. L'impact sur les communautés vulnérables et leurs moyens de subsistance est souvent catastrophique »<sup>134</sup>.

Les civils sont également menacés s'ils sont soupçonnés d'être associés, même avec des motifs peu convaincants, à des djihadistes. Les VDP ont commis de graves abus (comme des meurtres ou des disparitions forcées de civils) lors d'opérations contre des groupes armés islamistes<sup>135</sup>. A titre illustratif, les VDP, ou une confrérie de chasseurs dozos selon des témoignages recueillis par Amnesty International (AI)<sup>136</sup>, sont accusés par des organisations de défense des droits humains de massacrer des civils, notamment durant la nuit du 30 au 31 décembre 2022 à Nouna (province de la Kossi)<sup>137</sup>. La plupart des victimes, plus de 80, sont principalement de l'ethnie peule (voir [chapitre suivant](#)). AI souligne par ailleurs que ces homicides de Nouna « suivent un schéma similaire à celui d'événements s'étant produits dans la ville de Yirgou (nord du pays), en 2019 » (voir chapitre 4.4. du COI Focus précédent) et relève que personne n'a été jugé pour ces homicides<sup>138</sup>.

Le 20 avril 2023, probablement 150 civils ont été abattus par des hommes portant des uniformes de l'armée burkinabè à Karma, un village près de Ouahigouya. Un procureur a ouvert une enquête. Certains pensent que les villageois ont été tués en représailles à une attaque djihadiste meurtrière contre des soldats à proximité, quelques jours plus tôt<sup>139</sup>. AI soutient que les témoignages pointent du doigt, comme responsable des meurtres, un bataillon de la Brigade d'intervention rapide (BIR) et a réclamé une enquête impartiale et indépendante<sup>140</sup>. Ce massacre intervient après une série d'attaques sanglantes contre l'armée<sup>141</sup>. Il a fait monter la tension entre les partisans et les adversaires de la junte au pouvoir<sup>142</sup>.

L'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso consulté par le Cedoca constate une impunité accordée aux forces armées et aux VDP lorsqu'il s'agit de l'élimination d'un complice potentiel<sup>143</sup>.

<sup>131</sup> HRW, 04/05/2023, [url](#)

<sup>132</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>133</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>134</sup> Projet 21, 14/06/2023, [url](#)

<sup>135</sup> ACAPS, 06/04/2023, [url](#) ; HRW, 15/06/2023, [url](#)

<sup>136</sup> AI, 02/05/2023, [url](#)

<sup>137</sup> France 24, 03/01/2023, [url](#)

<sup>138</sup> AI, 02/05/2023, [url](#)

<sup>139</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>140</sup> AI, 02/05/2023, [url](#)

<sup>141</sup> JA (Wendpouiré M. N.), 10/05/2023, [url](#)

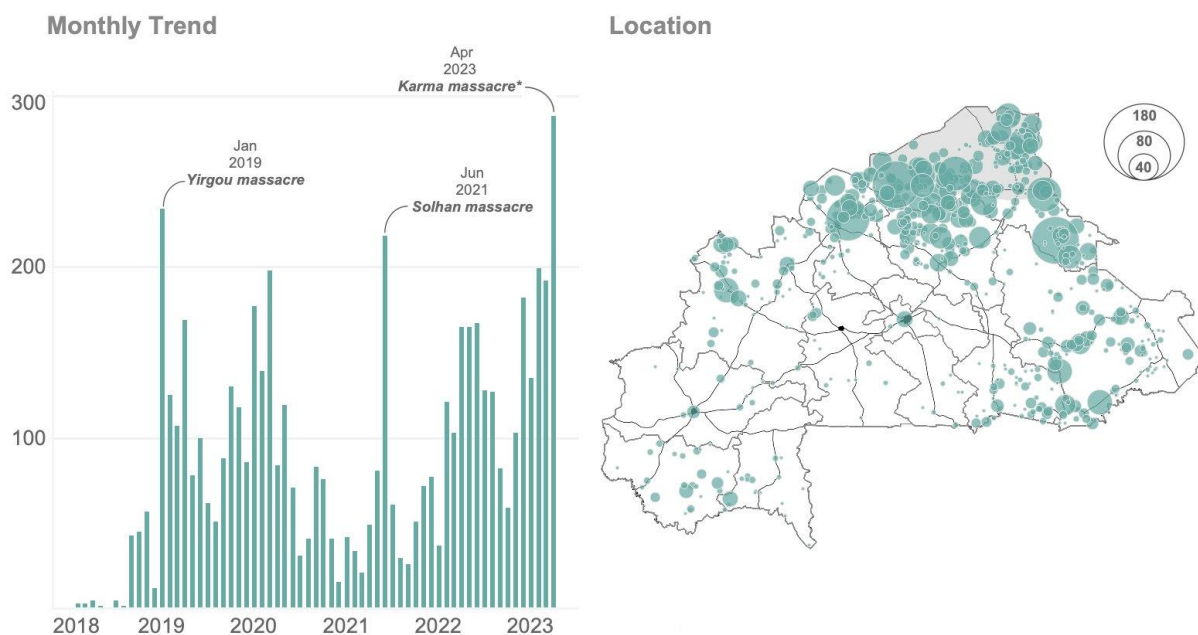
<sup>142</sup> JA (Wendpouiré M. N.), 10/05/2023, [url](#)

<sup>143</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

Au cours des neuf premiers mois de 2022, trois fois plus d'enfants ont été tués que pendant la même période en 2021. Des enlèvements et des recrutements d'enfants à des fins militaires ont également été enregistrés<sup>144</sup>.

Enfin, des personnes travaillant dans l'humanitaire, notamment soupçonnés de collaborer avec des groupes armés, ont fait en 2022 l'objet d'intimidations, d'enlèvements et d'arrestations<sup>145</sup>.

Le graphique et la carte suivants permettent de visualiser l'évolution de ces pertes civiles jusqu'au 21 avril 2023.



Décès de civils entre 2018 et avril 2023<sup>146</sup>

### 5.3. Ciblage ethnique

La situation générale des Peuls et les considérations négatives des autres communautés entretenues à leur égard sont expliquées au chapitre 5.3. du COI Focus précédent. Les combattants des groupes djihadistes sont en grande partie des membres de la communauté peule selon certaines sources<sup>147</sup>, cette proportion restant difficile à estimer selon les autres<sup>148</sup>.

Quoi qu'il en soit, les populations peules restent entre le marteau et l'enclume, entre la violence des djihadistes et celle des forces de sécurité, selon de nombreuses sources<sup>149</sup> qui continuent de souligner le « risque d'un engrenage de violences communautaires »<sup>150</sup>. Un analyste politique burkinabè interrogé par TV5 Monde en août 2022 affirme que les Peuls représentent la majorité des victimes des attaques, et enregistrent le plus grand nombre de déplacés internes<sup>151</sup>.

<sup>144</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 12/05/2023, [url](#)

<sup>145</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 12/05/2023, [url](#)

<sup>146</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 26/04/2023, [url](#)

<sup>147</sup> Institut Montaigne (Guiffard J.), 15/11/2022, [url](#) ; Lefaso.net (Diallo M.), 13/03/2023, [url](#) ; Courrier confidentiel (Cabral I.) via Courrier international, 11/02/2023, [url](#)

<sup>148</sup> Le Monde (Douce S.), 15/09/2022, [url](#)

<sup>149</sup> Afrikpresse, 06/01/2023, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 15/09/2022, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 04/09/2022, [url](#) ; TV5 Monde (Soyez N.), 25/08/2022, [url](#) ; Courrier confidentiel (Cabral I.) via Courrier international, 11/02/2023, [url](#)

<sup>150</sup> Institut Montaigne (Guiffard J.), 15/11/2022, [url](#) ; France télévisions, 30/08/2022, [url](#)

<sup>151</sup> TV5 Monde (Soyez N.), 25/08/2022, [url](#)

En effet, les VDP et les forces de sécurité ciblent presque exclusivement les Peuls, souvent accusés par d'autres groupes de soutenir des groupes djihadistes ou de leur être favorables<sup>152</sup>. Ceci exacerbe la pensée selon laquelle ils sont proches des djihadistes, les isolent et les poussent justement vers ces djihadistes<sup>153</sup>.

Les arrestations des Peuls se font « sans aucune preuve ni renseignement, sur la simple base de leur apparence ou de leur nom », a déclaré un membre d'une organisation de la société civile burkinabè au GI-TOC, ajoutant que la présomption d'innocence est rarement respectée<sup>154</sup>. Les Peuls sont victimes de pillages organisés, d'exactions ciblées « sur un fond de délit de faciès et de stigmatisation » selon le CISC<sup>155</sup>.

En septembre 2022, ce collectif a documenté « plus de mille exécutions extrajudiciaires depuis 2019, et recensé plus de mille cas de disparitions forcées, tortures, ou violences ciblant des femmes »<sup>156</sup>.

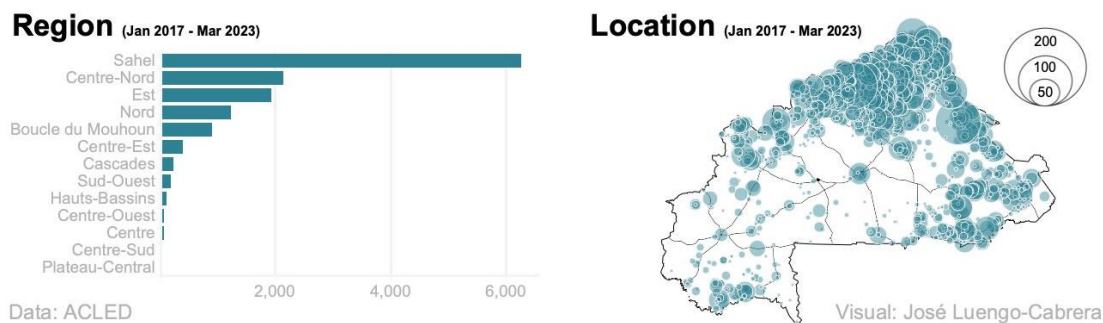
Le capitaine Traoré a parfois encouragé le profilage ethnique<sup>157</sup>. Depuis sa prise de pouvoir en septembre 2022, la plupart des victimes d'arrestations arbitraires ou d'exécutions extrajudiciaires sont des Peuls, affirme Chrysogone Zougmoré, directeur du MBDHP et Héli Nsaibia du bureau de consultance Menastream, sollicités par The Economist<sup>158</sup>.

Malgré ces délits de faciès et exécutions sommaires, les enquêtes judiciaires n'aboutissent pas<sup>159</sup>.

A Ouagadougou, les amalgames et stigmatisations se multiplient, tout comme les messages haineux sur les réseaux sociaux<sup>160</sup>. Les Nations unies ont d'ailleurs dénoncé « l'intolérance et les discours d'incitation à la violence contre les minorités ethniques » qui se propagent dans le pays<sup>161</sup>.

## 6. Répartition géographique

Selon les données de l'ACLED, les décès liés au conflit entre 2017 et mars 2023 se répartissent de la manière suivante :



Décès liés au conflit entre 2017 et mars 2023<sup>162</sup>

Toujours selon les données de l'ACLED, du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (366 victimes) suivie par les régions de l'Est (291 victimes) et du Centre-

<sup>152</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#) ; AI, 02/05/2023, [url](#)

<sup>153</sup> The Jamestown Foundation (Moody J.), 03/03/2023, [url](#)

<sup>154</sup> GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

<sup>155</sup> France 24, 03/01/2023, [url](#)

<sup>156</sup> Libération (Faivre A.), 04/09/2022, [url](#)

<sup>157</sup> TV5 Monde (Soyez N.), 25/08/2022, [url](#) ; The Economist, 27/04/2023, [url](#)

<sup>158</sup> The Economist, 27/04/2023, [url](#)

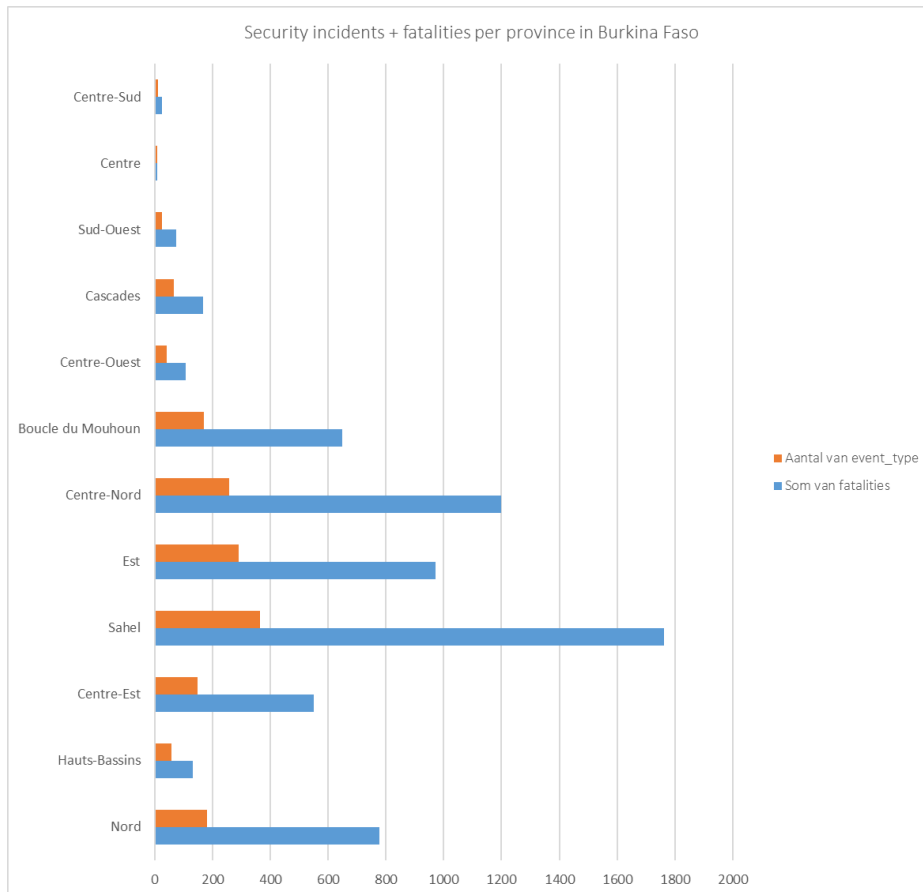
<sup>159</sup> Courrier confidentiel (Cabral I.) via Courrier international, 11/02/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

<sup>160</sup> Le Monde (Douce S.), 15/09/2022, [url](#) ; TV5 Monde (Soyez N.), 25/08/2022, [url](#) ; Le Monde, 18/08/2022, [url](#)

<sup>161</sup> Nations unies, 12/09/2023, [url](#)

<sup>162</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 20/04/2023, [url](#)

Nord (257 victimes)<sup>163</sup>. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :



Répartition par région des incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023<sup>164</sup>

La plupart des informations qui suivent proviennent de l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso rencontré en mai 2023 par le Cedoca et se concentrent sur l'année 2023.

## 6.1. Région du Sahel

Les provinces du Soum et de l'Oudalan, voire celle du Séno (Région du Sahel) sont les parties burkinabè du Liptako-Gourma<sup>165</sup>, aussi appelée la zone des trois frontières<sup>166</sup>. Cette zone est historiquement dominée par des communautés pastorales, notamment les Peuls, mais aussi les peuples Touareg et Gourma. Confrontée à de très nombreux enjeux<sup>167</sup>, elle est devenue l'épicentre de la violence au Sahel<sup>168</sup>.

Selon une analyse du CESA publiée en septembre 2022, « [d]es divisions nettes se distinguent parmi les groupes islamistes militants auxquels des événements violents sont imputables dans cette zone ». La grande majorité de ces activités violentes dans l'Oudalan (88 %) et le Séno (95 %) sont liées à l'EIGS. Ce dernier recueille une *zakat* (taxe) importante et coercitive et s'engage dans le vol du bétail

<sup>163</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>164</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>165</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>166</sup> Point de rencontre des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger

<sup>167</sup> EIP, 06/2023, [url](#)

<sup>168</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)



pour augmenter ses revenus. En revanche, les évènements à Soum sont pour la grande majorité (98 %) attribués au JNIM<sup>169</sup>.

Le bastion principal de l'EIGS est la province de l'Oudalan<sup>170</sup>. En février 2023, des attaques à Deou et Tin Akoff ont tué entre 120 et 150 soldats burkinabè<sup>171</sup>. Les communes de Markoye (villages de Tokabangou et Doumba), Falagountou et Gorom Gorom (villages de Korizena, Sirkangou et Debere Douma) sont les prochaines cibles naturelles de l'EIGS, là où les VDP résistent actuellement à des attaques régulières<sup>172</sup>.

Dans la province de Seno, l'EIGS reste l'acteur djihadiste dominant et la population continue de payer un lourd tribut<sup>173</sup>.

## 6.2. Région du Centre-Nord

Cette région, tout comme celle du Nord, regroupe d'importants gisements d'or (au moins trois mines industrielles et des douzaines d'exploitations artisanales officiellement déclarées). Ces gisements représentent une source importante de revenus pour ceux qui les contrôlent<sup>174</sup>. Cette région est devenue la principale zone d'expansion du JNIM<sup>175</sup>.

Les provinces de Nanmatenga et Sanmatenga sont les plus touchées actuellement. Le plus grand nombre d'attaques se produit dans la province du Sanmatenga avec une progression du JNIM vers le sud jusqu'à Kaya qui connaît une forte pression (avec des attaques de plusieurs villages comme Fanka, Tangosgo, Damen et Delga)<sup>176</sup>.

Dans la province du Namentenga, le JNIM a exercé une très forte pression sur les localités de Tougouri (prise le 13 mars 2023), Boulsa, Boala, et Yalgo<sup>177</sup>.

La pression exercée par le JNIM sur la commune de Boulsa constitue symboliquement et opérationnellement une avancée majeure pour le groupe. Boulsa a été le principal bastion des *koglwéogos* (devenus VDP en 2022) qui ont affronté les djihadistes dans le Centre-Nord depuis 2016. Douze VDP de Boulsa ont été tués à Bela le 22 février 2023<sup>178</sup>.

L'axe Kaya-Dori fait l'objet d'un blocus (avec plusieurs attaques contre des autobus et des camions)<sup>179</sup>.

Dans la province de Bam, les djihadistes exercent une forte pression sur Kongoussi avec de nombreuses attaques repoussées. Une d'entre elles a néanmoins conduit à la prise du camp le 16 avril 2023 et à une saisie massive de matériel par le JNIM<sup>180</sup>.

## 6.3. Région du Centre-Est

Cette région est la plus touchée en termes d'attentats depuis janvier 2023<sup>181</sup>.

<sup>169</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>170</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>171</sup> La Libre, 23/02/2023, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 22/02/2023, [url](#) ; AP via VOA, 25/02/2023, [url](#)

<sup>172</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>173</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>174</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#) ; The Conversation (Bazillier R., Girard V.), 11/09/2018, [url](#)

<sup>175</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>176</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>177</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>178</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>179</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>180</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>181</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

Le JNIM progresse rapidement dans les provinces du Boulgou et du Koulpelogo, au point d'avoir établi un blocus partiel sur les villes de Soudougi, Yargatenga et Bittou<sup>182</sup>.

Dans la province du Boulgou, le JNIM a concentré ses efforts dans les communes de Zoaga, Bittou, Bane et Zabre. Le 18 avril 2023, une attaque du JNIM à Zekézé (10 km de Bittou) a entraîné la mort d'au moins dix VDP et vingt civils. L'embargo du JNIM sur Bittou a entraîné plusieurs attaques contre des bus et des camions, et des dizaines de civils ont été enlevés. Une autre attaque a eu lieu le 17 mai 2023 et a visé de nombreux camions et voitures<sup>183</sup>.

Dans la province de Koulpelogo, le JNIM a remporté des succès significatifs, concentrant la plupart de ses opérations à Ouargaye, Cinkansé, Lalgaye, Yonde, Sangha, Soudougui et Yargatenga<sup>184</sup>.

## 6.4. Région du Nord

Dans la province du Yatenga, le JNIM a concentré la plupart de ses opérations dans la commune de Ouahigouya, mais aussi à Seguenega. L'encercllement de Ouahigouya s'est accompagné d'incursions et d'attaques répétées contre des civils dans les villages périphériques, en particulier là où des VDP ont été mis en place (Rimbolo Bogoya et plus encore Aorema, pris d'assaut à deux reprises, dont le 15 avril 2023 déjà mentionné)<sup>185</sup>.

Dans la province du Loroum, le JNIM a concentré ses actions dans les localités de Titao et de Sollé. Les deux villes sont sous embargo, mais les positions de la « coalition » restent fortes jusqu'à présent malgré au moins six attaques majeures<sup>186</sup> depuis janvier 2023<sup>187</sup>.

Dans la province du Passoré, tous les incidents se sont produits dans la commune de Bagaré<sup>188</sup>.

Dans la province du Zondoma, les communes les plus touchées sont Gourcy, Leba, et Boussou<sup>189</sup>.

## 6.5. Région de l'Est

Dans la province de Gnagna, la situation sécuritaire s'est détériorée suite à la mise en place des VDP à Bogandé, Piela et Bilanga<sup>190</sup>.

Dans la province du Gourma, le JNIM a poursuivi ses incursions dans des villages ciblés de longue date car ce sont des bastions des VDP depuis 2020 : le village de Koare (Fada Ngourma), le village d'Ougarou dans lequel cinq VDP ont été tués et Tanwalbouyou où les VDP et la gendarmerie ont été attaqués et repoussés à trois reprises. L'attaque la plus importante contre l'armée a eu lieu à Ougarou en avril 2023 (33 soldats tués)<sup>191</sup>.

Dans les provinces de la Kompienga, les communes de Pama et de Kompienga restent sous embargo du JNIM<sup>192</sup>.

Dans la province de la Tapoa, la chute de Partiaga le 26 février 2023 s'est produite parce que l'armée s'est retirée quelques jours avant l'attaque, abandonnant les VDP et la population<sup>193</sup>. Une pression

<sup>182</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>183</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>184</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>185</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>186</sup> Notamment une triple attaque sur Titao le 13 mars année 2023 (au moins deux VDP et seize civils tués)

<sup>187</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>188</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>189</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>190</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>191</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>192</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>193</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

croissante est exercée autour de Kantchari depuis janvier 2023, que ce soit dans les villages environnants ou à l'intérieur de la ville (beaucoup de civils tués ou enlevés depuis janvier 2023)<sup>194</sup>.

Toutes les régions rurales sont gérées par le JNIM, les villes par l'Etat ou les VDP<sup>195</sup>.

## 6.6. Région de la Boucle du Mouhoun

Dans la province de la Kossi, la situation reste tendue. L'embargo sur Nouna (chef-lieu de la province) est toujours en vigueur avec six civils tués le 16 mai 2023. Le JNIM effectue des contrôles réguliers sur l'axe Dédougou-Djibasso sur la RN14 et a mené de nombreuses attaques sur des villages de la province où des VDP ont été installés, à savoir Barani, Nouna, Kombori et Ouarokuy<sup>196</sup>. Selon Lefaso.net, la voie reliant Nouna à Dédougou (capitale de la région) est presque impraticable<sup>197</sup>.

Dans la province du Sourou, le JNIM a concentré ses actions sur la ville de Tougan, soumise à un blocus depuis janvier 2023. Le village de Kassin est tombé et sa population a fui massivement ; de nombreuses attaques du JNIM ont cependant été repoussées<sup>198</sup>. Le 8 février 2023, le JNIM a par exemple attaqué un véhicule de Médecins sans frontières (MSF) dans le village de Diouroum (Tougan)<sup>199</sup>.

Dans la province de Banwa, la majorité des opérations se sont concentrées autour de Solenzo, mais aussi de Sanaba<sup>200</sup>.

Dans la province du Nayala, Gassan et, dans une moindre mesure, Yaba ont concentré la plupart des opérations du JNIM. La ville de Gassan et le village de Soroni (10 km au sud de Gassan) ont été attaqués à plusieurs reprises en janvier 2023, entraînant la mort de civils et la destruction d'infrastructures, ce qui a poussé les ménages à fuir la ville. Alors que le JNIM a pris le contrôle de la localité en janvier 2023, l'armée a symboliquement repris cette localité depuis lors<sup>201</sup>.

## 6.7. Région du Sud-Ouest

Le nombre d'évènements violents impliquant les groupes islamistes dans la province de Poni était de quatre en 2021. Il est en constante augmentation depuis lors<sup>202</sup>. Dans cette province, le JNIM s'est concentré sur les zones de Djigoué (près de la forêt de Dida) et de Kampti, et se rapproche de la commune de Loropeni<sup>203</sup>.

La région du Sud-Ouest est une des régions les moins affectées actuellement. Cette région est surtout habitée par la communauté Lobi. Suite à de nombreuses tensions communautaires, nombre d'habitants, surtout peuls, ont décidé de la quitter<sup>204</sup>.

Des messages appelant à tuer les Peuls ont émané de la ville de Gaoua<sup>205</sup>.

Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 (26 au total) est la suivante :

<sup>194</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>195</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>196</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>197</sup> Lefaso.net (Sama Y.), 23/05/2023, [url](#)

<sup>198</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>199</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>200</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

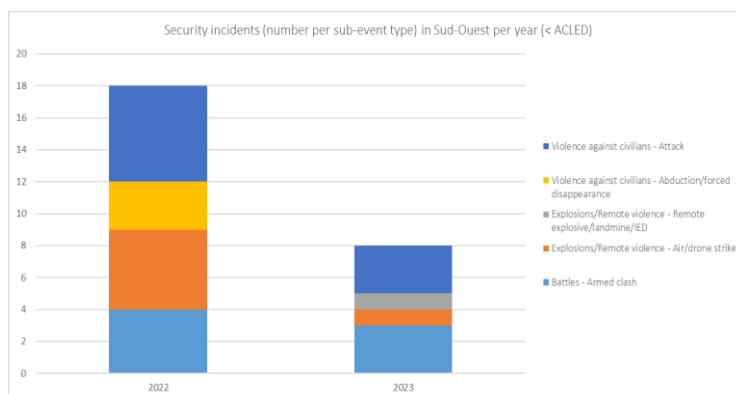
<sup>201</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>202</sup> CESA, 30/09/2022, [url](#)

<sup>203</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

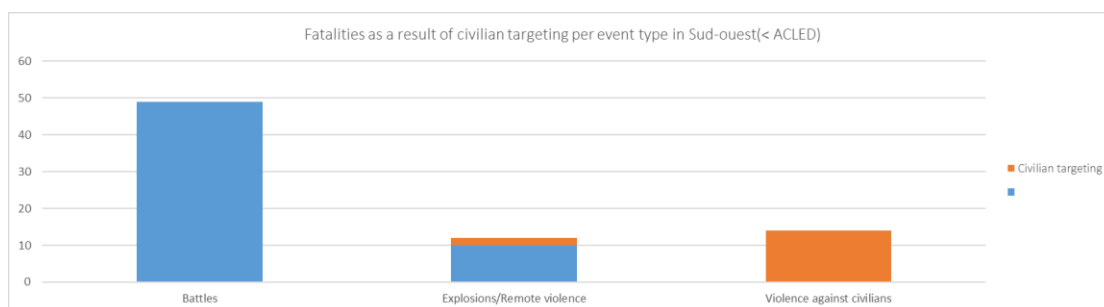
<sup>204</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>205</sup> TV5 Monde (Soyez N.), 25/08/2022, [url](#)



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Sud-Ouest<sup>206</sup>

Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (seize au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Sud-Ouest<sup>207</sup>

## 6.8. Région du Centre-Ouest

Dans la province du Sanguié, la commune de Dassa a été fortement touchée par les attaques du JNIM de décembre 2022 à janvier 2023, mais les autorités ont réussi à rétablir un semblant de stabilité depuis le début du mois d'avril 2023, avec un risque élevé pour les civils<sup>208</sup>.

Dans la province de la Sissili, To est actuellement la plus exposée à la pression avec plusieurs incursions armées du JNIM dans les villages (Safalo, Vara)<sup>209</sup>.

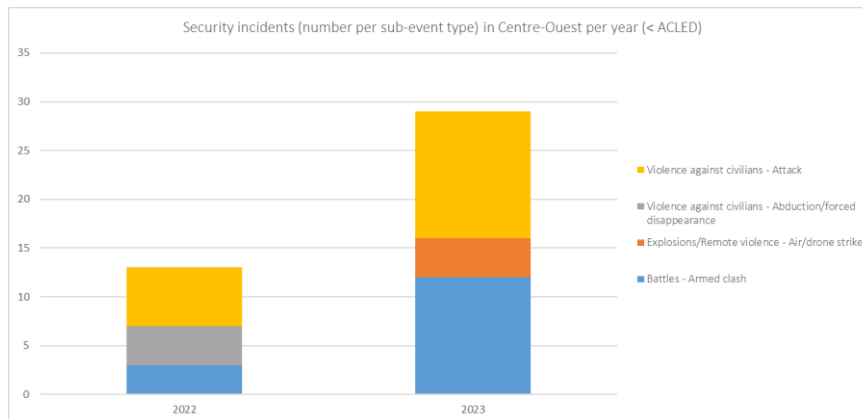
Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Ouest (42 au total) est la suivante :

<sup>206</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>207</sup> ACLED, s.d., [url](#)

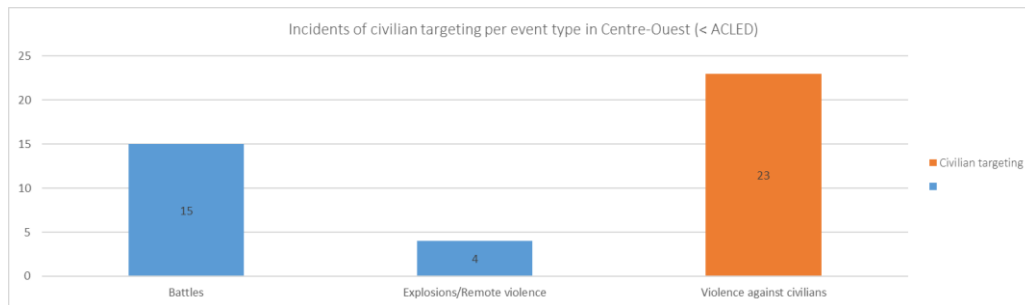
<sup>208</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; HRW, 15/06/2023, [url](#)

<sup>209</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; HRW, 15/06/2023, [url](#)



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Ouest<sup>210</sup>

Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (23 au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Ouest<sup>211</sup>

## 6.9. Région des Cascades

Dans la province de la Comoé, le JNIM continue de maintenir une forte pression sur Mangodara, sous embargo depuis janvier 2023<sup>212</sup>.

Dans la province de Niangoloko, selon le décompte effectué par l'ONG International NGO Safety Organisation (INSO), huit incidents ont été enregistrés depuis janvier 2023, ce qui représente un développement opérationnel du JNIM dans cette zone<sup>213</sup>.

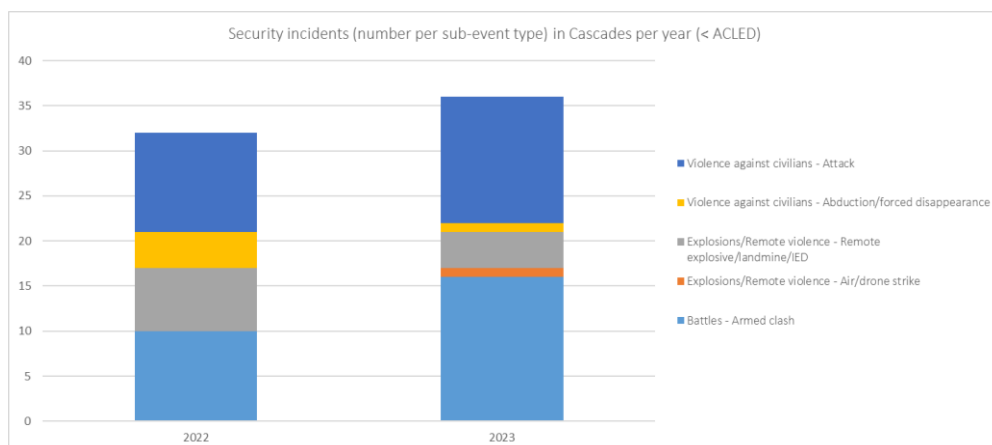
Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Cascades (68 au total) est la suivante :

<sup>210</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>211</sup> ACLED, s.d., [url](#)

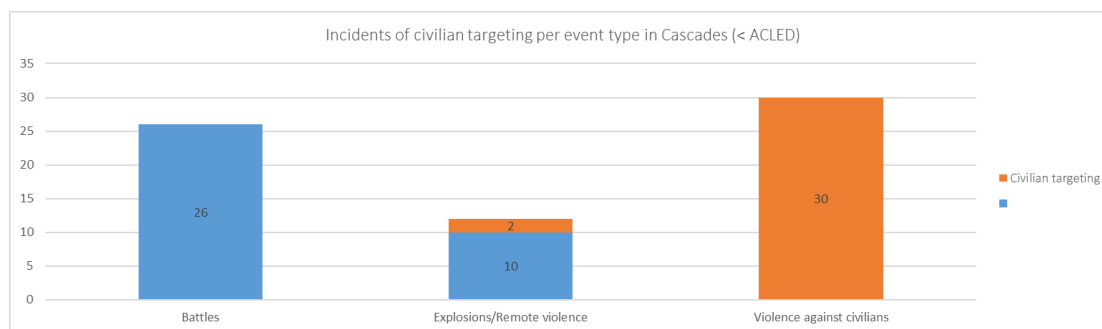
<sup>212</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>213</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023 ; HRW, 15/06/2023, [url](#)



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Cascades<sup>214</sup>

Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (32 au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Cascades<sup>215</sup>

## 6.10. Région des Hauts-Bassins

Dans la province du Houet, le JNIM poursuit sa progression autour de Bobo Dioulasso par des actions de harcèlement, des prêches, des restrictions de circulation et des attaques<sup>216</sup>.

Dans la province de Tui, une attaque a causé la mort d'une dizaine de personnes dans la commune de Bekuy à la mi-juin 2023<sup>217</sup>.

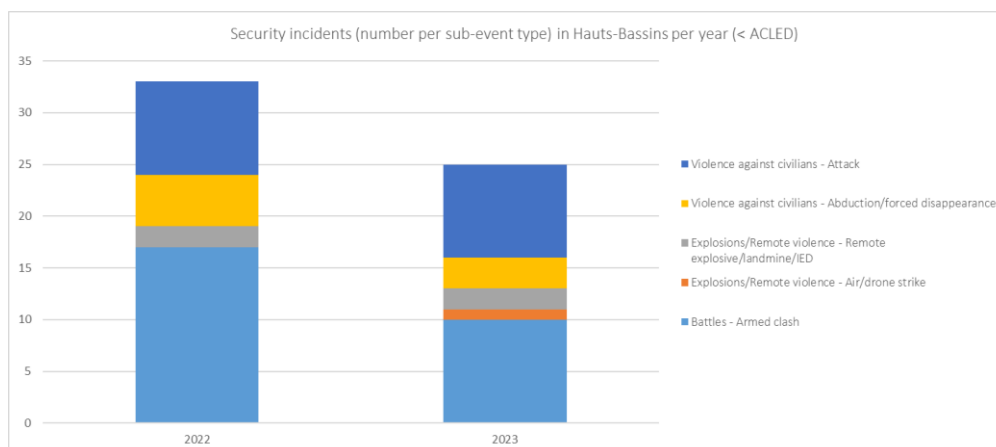
Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Hauts-Bassins (58 au total) est la suivante :

<sup>214</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>215</sup> ACLED, s.d., [url](#)

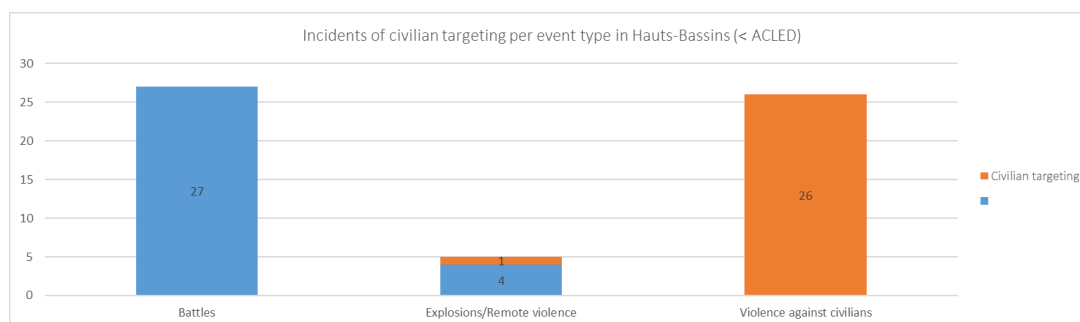
<sup>216</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>217</sup> JA, 18/06/2023, [url](#)



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Hauts-Bassins<sup>218</sup>

Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (27 au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région des Hauts-Bassins<sup>219</sup>

## 6.11. Région du Centre

Longtemps considérée comme improbable, la possibilité que Ouagadougou tombe sous le contrôle des djihadistes est bien réelle selon le CESA<sup>220</sup>.

Les routes reliant Niamey, la capitale du Niger, et Ouagadougou ne sont plus sûres, mais restent les principales connexions vers et depuis les pays du Golfe de Guinée<sup>221</sup>.

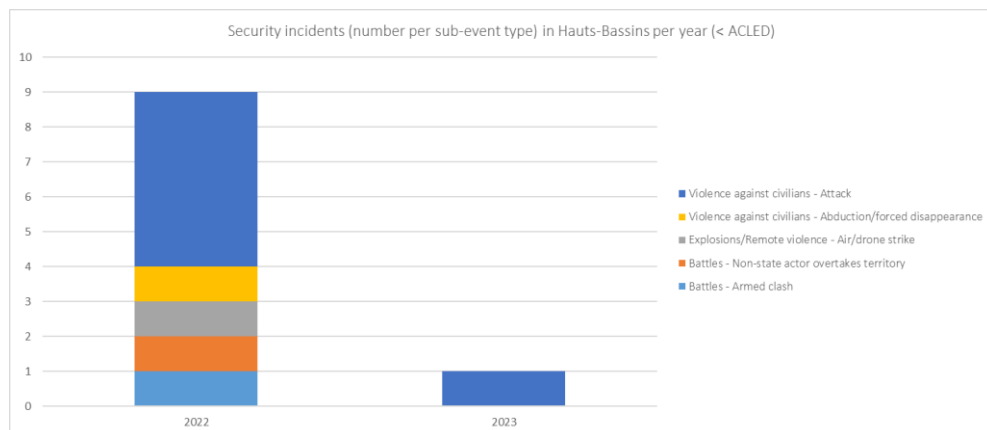
Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre (10 au total) est la suivante :

<sup>218</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>219</sup> ACLED, s.d., [url](#)

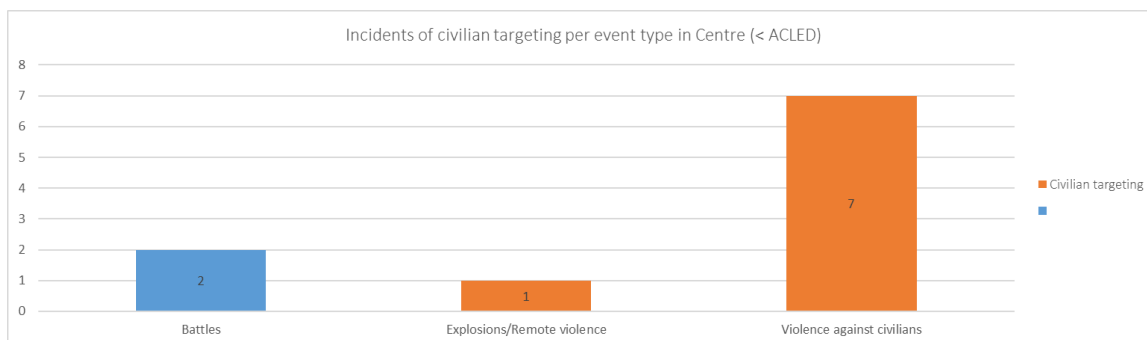
<sup>220</sup> CESA (Siegle J., Williams W.), 16/03/2023, [url](#)

<sup>221</sup> GIS (Ahrens Teixeira C.), 03/01/2023, [url](#)



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre<sup>222</sup>

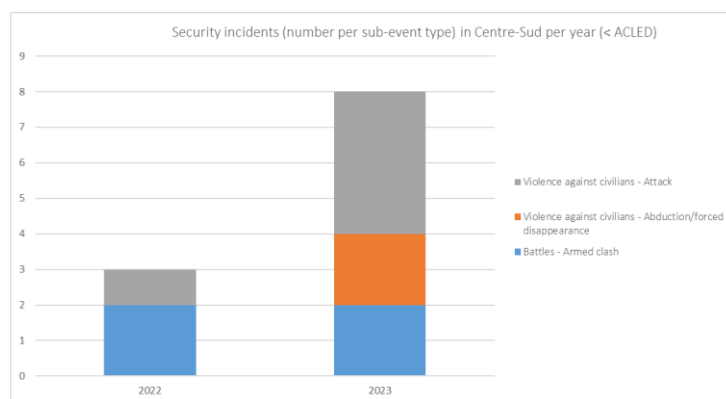
Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (huit au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre<sup>223</sup>

## 6.12. Région du Centre-Sud

Parmi les incidents mentionnés au [chapitre 4.1.](#), la répartition de ceux-ci du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Sud (onze au total) est la suivante :



Types d'incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Sud<sup>224</sup>

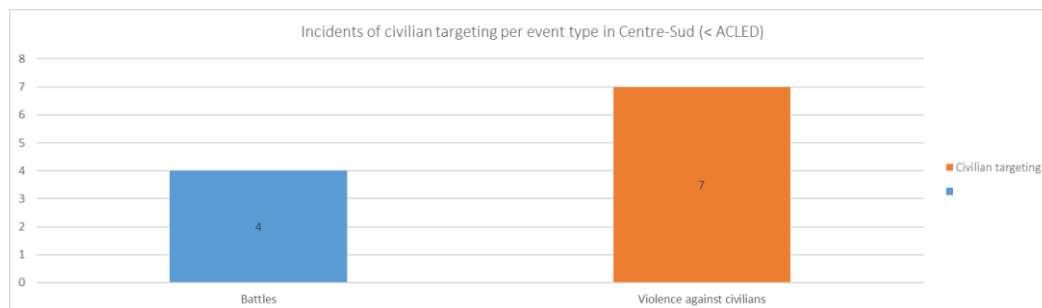
<sup>222</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>223</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>224</sup> ACLED, s.d., [url](#)



Parmi ces mêmes incidents, pour la même période et la même région, certains ont mortellement touché des civils (sept au total), comme le montre le graphique suivant :



Mortalité des incidents du 11 juin 2022 au 9 juin 2023 dans la région du Centre-Sud<sup>225</sup>

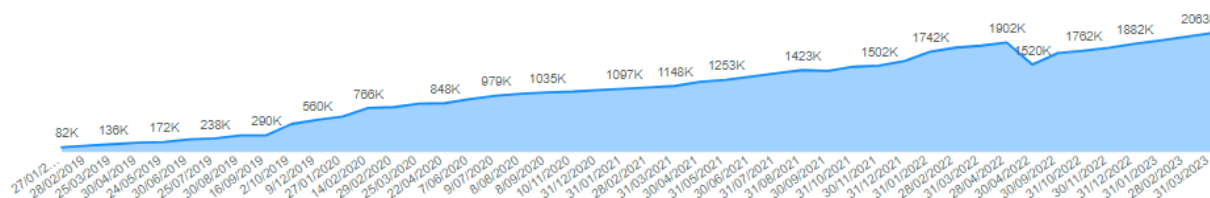
### 6.13. Région du Plateau-Central

Le Cedoca ne dispose pas d'information spécifique relative à cette région. L'ACLED n'y mentionne aucun incident parmi ceux repris au [chapitre 4.1.](#)<sup>226</sup>.

## 7. Déplacements de population

La seule alternative pour les populations prises entre les différentes violences est de déménager<sup>227</sup>.

Au 31 mars 2023, 2,06 millions de personnes déplacées internes (PDI)<sup>228</sup> ont été enregistrées par le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR)<sup>229</sup>. L'évolution au cours du temps est la suivante :



Evolution du nombre de DPI de 2019 au 31/03/2023<sup>230</sup>

En 2022, le CONASUR a décidé de calculer autrement le nombre de PDI, ce qui explique sa légère diminution. En 2023, les autorités ont de nouveau décidé de revoir la manière de calculer ces nombres<sup>231</sup>.

A la date du 31 mars 2023, les répartitions par région et par province sont les suivantes :

<sup>225</sup> ACLED, s.d., [url](#)

<sup>226</sup> ACLED, s.d., [url](#)

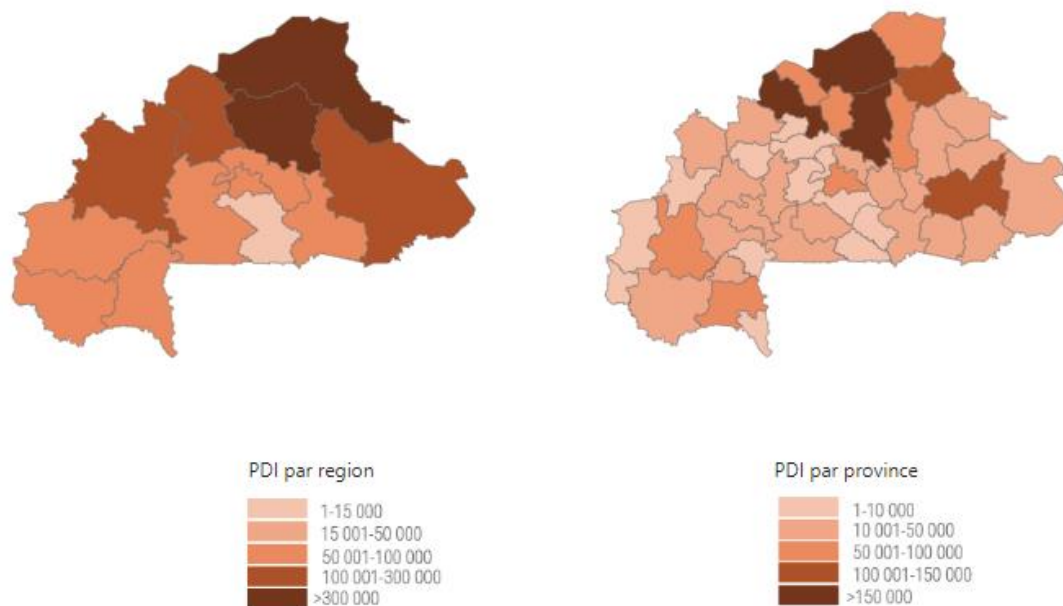
<sup>227</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>228</sup> Sur une population de 22 millions : War on the rocks (Shurkin M.), 20/06/2023, [url](#)

<sup>229</sup> OCHA, 19/05/2023, [url](#)

<sup>230</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>231</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023


 Répartition des PDI par région et par province<sup>232</sup>

Selon le Projet 21 :

« Les déplacements forcés continuent de pressuriser les principaux centres urbains du pays, où la présence de services publics essentiels était déjà insuffisante et de désintégrer les moyens d'existence et de subsistance des ménages déplacés ainsi que des communautés hôtes. Ce phénomène 'd'urbanisation incontrôlée' pourrait contribuer à détériorer davantage la cohésion sociale »<sup>233</sup>.

Les autorités tentent actuellement de favoriser le retour des déplacés autour de Kaya (capitale de la province du Sanmatenga, dans la région du Centre-Nord et cinquième ville du pays) depuis le 16 mai 2023, ainsi que de rouvrir l'école et l'administration dans les zones où le JNIM a chassé la population (par exemple dans le village de Dassa, province de Sanguié)<sup>234</sup>.

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Selon le rapport du Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) de juin 2023, le Burkina Faso arrive pour la première fois en tête de la liste des « crises de déplacement les plus négligées dans le monde »<sup>235</sup>. Ce rapport indique :

« En 2022, les besoins humanitaires ont explosé : en décembre, 4,9 millions de personnes avaient besoin d'aide, soit une augmentation de 40 % par rapport au début de l'année. Les attaques de groupes armés non étatiques contre des points d'eau ont coupé l'accès à l'eau pour 830 000 personnes. Le nombre d'écoles fermées en raison de l'insécurité a presque doublé pour atteindre plus de 6 200, perturbant l'éducation de plus d'un million d'enfants. Malgré la gravité des besoins, seuls 42 % des fonds humanitaires demandés ont été versés en 2022, laissant de nombreuses personnes sans aide »<sup>236</sup>.

<sup>232</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>233</sup> Projet 21, 14/06/2023, [url](#)

<sup>234</sup> Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023

<sup>235</sup> NRC, 01/06/2023, [url](#)

<sup>236</sup> NRC, 01/06/2023, [url](#)

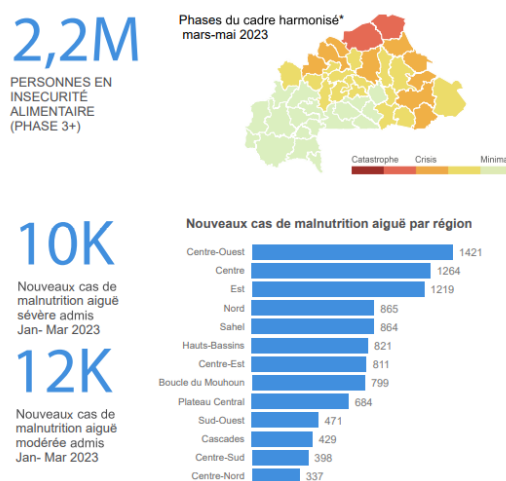
En avril 2023, les agences humanitaires de l'ONU ont attiré l'attention sur le fait que « les besoins des personnes affectées ont augmenté à la fois en termes de gravité et d'échelle géographique par rapport à 2022 »<sup>237</sup>. Ce communiqué apporte aussi la mise en garde suivante : « Près de 90.000 personnes se trouvent dans des conditions classées au niveau 5 'catastrophe' selon le cadre intersectoriel d'évaluation des besoins. [...] C'est la première fois depuis l'utilisation de ce cadre en 2020 que les conditions atteignent 'un niveau aussi sérieux' »<sup>238</sup>.

## 8.1. Insécurité alimentaire

Selon le Projet 21 :

« L'insécurité alimentaire est l'un des principaux impacts du conflit sur les communautés déplacées et hôtes enquêtées. De mars à avril 2023, la majorité des répondants indiquent que le manque de moyens pour acheter des vivres constitue l'impact majeur de la crise sur leurs moyens de subsistance »<sup>239</sup>.

Au 30 avril 2023, 2,2 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) :



Sécurité alimentaire - Nutrition<sup>240</sup>

Le contrôle des axes principaux par les groupes djihadistes a considérablement ralenti l'approvisionnement des ménages en denrées de base<sup>241</sup>. Le prix moyen de différents aliments de base (maïs, mil, sorgho, niébé, etc.) augmente par rapport à la moyenne quinquennale<sup>242</sup>. Ouagadougou connaît depuis ce début d'année 2023 des problèmes d'approvisionnement des produits venant de l'Est, comme le poisson<sup>243</sup>.

Dans un rapport publié conjointement avec le Programme alimentaire mondial (PAM) le 29 mai 2023, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization, FAO) indique que « Haïti, le Sahel (Burkina Faso et Mali) et le Soudan ont été élevés aux plus hauts

<sup>237</sup> Nations unies, 04/04/2023, [url](#)

<sup>238</sup> Nations unies, 04/04/2023, [url](#)

<sup>239</sup> Projet 21, 14/06/2023, [url](#)

<sup>240</sup> OCHA, 30/04/2023, [url](#)

<sup>241</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 12/05/2023, [url](#)

<sup>242</sup> PAM, 31/05/2023, [url](#)

<sup>243</sup> JA (Monteau F.), 16/03/2023, [url](#)

niveaux de préoccupation » en matière d'alimentation des populations. En ce qui concerne le Burkina Faso, cela est dû aux graves restrictions de mouvement des personnes et des biens<sup>244</sup>.

## 8.2. Infrastructures scolaires

La problématique des infrastructures scolaires est expliquée au chapitre 8.2. du précédent COI Focus. Selon un reportage d'ARTE diffusé en avril 2023, jamais une guerre d'une telle ampleur n'a été menée contre l'école en Afrique<sup>245</sup>. Au 30 avril 2023, plus de 6.100 écoles étaient fermées, ce qui impacte plus d'un million d'élèves :

**6,1K**  
ÉCOLES FERMÉES

**1M**  
ÉLÈVES AFFECTÉS

Région	# d'écoles fermées	% d'écoles fermées	# d'élèves affectés par les fermetures	% d'élèves affectés par les fermetures
Boucle du Mouhoun	1 230	54%	251K	27%
Cascades	196	20%	30K	8%
Centre-Est	334	17%	48K	6%
Centre-Nord	890	42%	154K	19%
Centre-Ouest	124	6%	24K	3%
Centre-Sud	7	1%	2K	0%
Est	1 073	61%	182K	21%
Hauts-Bassins	287	11%	51K	5%
Nord	835	33%	162K	21%
Sahel	1 058	88%	127K	20%
Sud-Ouest	102	9%	13K	3%

Situation des écoles au 30 avril 2023<sup>246</sup>

## 8.3. Infrastructures sanitaires

La problématique des infrastructures sanitaires est expliquée au chapitre 8.3. du précédent COI Focus. A la date du 30 avril 2023, 345 infrastructures étaient fermées, ce qui affecte 3,4 millions de personnes :

Région	FS fermées	% FS fermées	% FS avec services réduits	Pop. privée de soins	% Pop. privée de soins
Boucle du Mouhoun	72	26%	20%	449K	13%
Cascades	9	7%	18%	288K	8%
Centre-Est	18	9%	13%	165K	5%
Centre-Nord	81	43%	15%	761K	22%
Centre-Ouest	3	1%	4%	63K	2%
Est	40	21%	59%	395K	12%
Nord	30	11%	20%	247K	7%
Sahel	84	63%	34%	964K	28%
Sud-Ouest	8	6%	17%	71K	2%

Situation des infrastructures sanitaires au 30 avril 2023<sup>247</sup>

<sup>244</sup> Le Monde, 29/05/2023, [url](#)

<sup>245</sup> ARTE, 07/04/2023, [url](#)

<sup>246</sup> OCHA, 30/04/2023, [url](#)

<sup>247</sup> OCHA, 30/04/2023, [url](#)

## Résumé

Depuis les premières attaques de groupes djihadistes en 2016 au Burkina Faso, les affrontements avec les forces de sécurité et le nombre de pertes civiles ne cessent d'augmenter. La situation s'est sérieusement détériorée en 2022 et au cours du premier semestre de 2023.

Suite au coup d'Etat du 30 septembre 2022, le régime s'est brutalement durci. La junte au pouvoir a expulsé les 400 soldats des forces spéciales françaises, a décrété une mobilisation générale et a réduit les libertés de presse et d'expression. Il a également arrêté de nombreuses personnes qui ont osé tenir un discours critique à son encontre.

La stratégie du « tout militaire » mise en place par cette junte ne procure pas des résultats tangibles. Les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) jouent un rôle de « pompier pyromane », défendant certaines communes mais attisant surtout les tensions ethniques et les violences des groupes djihadistes.

Les deux principaux groupes djihadistes actifs au Burkina Faso sont l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin, JNIM). Ce dernier est le plus actif.

Durant les douze derniers mois, la violence contre les civils représente toujours la majorité des incidents.

Les groupes djihadistes sont les auteurs de tueries, de pillages, d'enlèvements, de recrutements forcés, d'incendies de biens, de déplacements forcés et ils installent des engins explosifs improvisés (EEI). Ils tentent également d'isoler Ouagadougou, la capitale, des villes secondaires et des pays côtiers et ont placé plusieurs villes sous embargo, privant les habitants de ressources et biens essentiels. Les forces de sécurité et les VDP sont responsables d'arrestations, de détentions et d'exactions arbitraires, de disparitions et d'enlèvements ainsi que de recrutements forcés. Dans ce contexte, les filles et les femmes sont victimes de violences basées sur le genre.

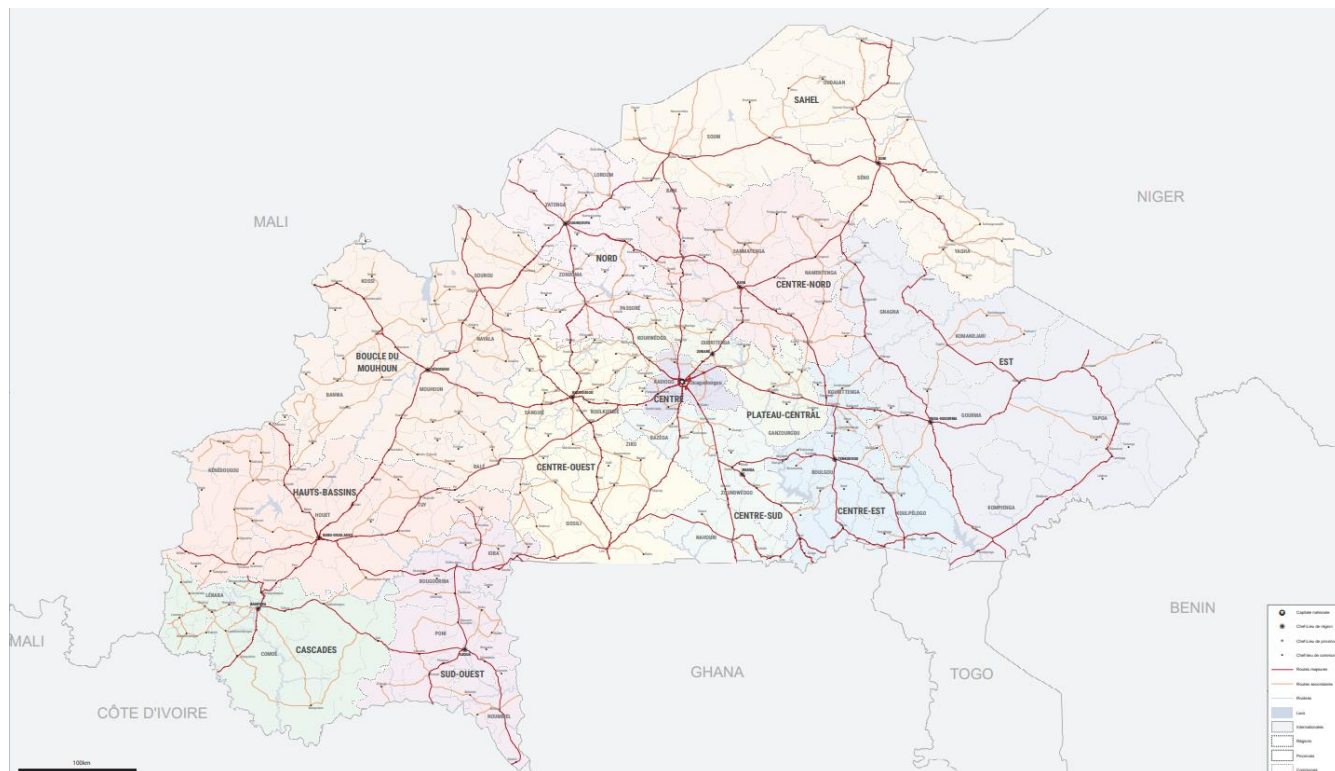
Plusieurs attaques de djihadistes continuent de cibler explicitement les forces de sécurité et les écoles. Les civils, particulièrement ceux habitant dans un village abritant des VDP ou ceux soupçonnés de soutenir les djihadistes, sont devenus une cible depuis 2019 .

Selon les données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), du 11 juin 2022 au 9 juin 2023, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (366 victimes) suivie par les régions de l'Est (291 victimes) et du Centre-Nord (257 victimes).

Les besoins humanitaires des populations ont explosé en 2022 et se sont encore accrus en 2023, ce qui ne manque pas d'inquiéter les Nations unies. Selon ses agences, à la fin du mois d'avril 2023, 2,2 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire, plus de 6.100 écoles et 345 infrastructures sanitaires étaient fermées.

## Annexe

### Carte administrative du Burkina Faso<sup>248</sup>



<sup>248</sup> OCHA, 11/05/2023, [url](#)

## Bibliographie

### Contacts directs

Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, entretien, 25/05/2023, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

### Sources écrites et audiovisuelles

Afrikpresse, *Burkina Faso : La Question Peulh En Lien Avec Le Terrorisme, L'analyse De Paz Hien*, 06/01/2023, <https://afrikpresse.com/burkina-faso-la-question-peulh-en-lien-avec-le-terrorisme-lanalyse-de-paz-hien/> [consulté le 14/06/2023]

Agence de presse africaine (APA), *Burkina : un consultant de Crisis Group interpellé puis relâché*, 14/03/2023, <https://fr.apanews.net/now/burkina-un-consultant-de-crisis-group-interpele-puis-relache/> [consulté le 23/06/2023]

Agence France-Presse (AFP) via Africanews, *Burkina : inquiétude après des cas d'"enrôlement forcé" dans les VDP*, 29/03/2023, <https://fr.africanews.com/2023/03/29/burkina-inquietude-apres-des-cas-denrolement-force-dans-les-udp/> [consulté le 09/06/2023]

Agence France-Presse (AFP) via Voice of America (VOA), *Des syndicats réclament la "libération" des Burkinabè enrôlés "de force"*, 20/04/2023, <https://www.voafrique.com/a/burkina-des-syndicats-r%C3%A9clament-la-lib%C3%A9ration-des-personnes-enr%C3%B4l%C3%A9es-de-force-dans-l-arm%C3%A9e/7059173.html> [consulté le 15/06/2023]

Al Jazeera (AJ) (Durmaz M.), *How Burkina Faso became the epicentre of conflict in the Sahel*, 11/03/2022, <https://www.aljazeera.com/features/2022/3/11/how-burkina-faso-became-the-new-epicentre-of-sahelian> [consulté le 06/06/2023]

Al Jazeera (AJ), *State controls just 60 percent of Burkina Faso: ECOWAS mediator*, 18/02/2023, <https://www.aljazeera.com/news/2022/6/18/state-controls-only-60-percent-of-burkina-faso-mediator> [consulté le 16/06/2023]

Amnesty International (AI), *Burkina-Faso : La responsabilité de l'armée pointée dans le massacre de Karma*, 02/05/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/05/burkina-faso-la-responsabilite-des-forces-speciales-de-larmee-pointee-dans-le-massacre-de-karma/> [consulté le 15/06/2023]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaiba H.), *The Sahel: Geopolitical Transition at the Center of an Ever-Worsening Crisis*, 08/02/2023, <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/sahel/> [consulté le 13/06/2023]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data région Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 09/06/2023, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 19/06/2023]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *The Sahel: Geopolitical Transition at the Center of an Ever-Worsening Crisis*, 08/02/2023, <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/sahel/> [consulté le 06/06/2023]

ARTE, *Burkina Faso : la guerre contre l'école*. ARTE Reportage [video], 07/04/2023, <https://www.arte.tv/fr/videos/112749-000-A/burkina-faso-la-guerre-contre-l-ecole/> [consulté le 15/06/2023]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Burkina Faso. Conflict-induced displacement*, 06/04/2023, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20230406\\_acaps\\_briefing\\_note\\_burkina\\_faso\\_conflict\\_induced\\_displacement.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20230406_acaps_briefing_note_burkina_faso_conflict_induced_displacement.pdf) [consulté le 06/06/2023]

Associated Press (AP) via Voice of America (VOA), *Over 70 Soldiers Killed in Burkina Faso, Extremists Say*, 25/02/2023, <https://www.voanews.com/a/over-70-soldiers-killed-in-burkina-faso-extremists-say/6978914.html> [consulté le 12/06/2023]

BF1News, *Burkina Faso : l'ALT adopte le projet de loi portant modification du Code de justice militaire*, 17/02/2023, <https://bf1news.com/2023/02/17/burkina-faso-lalt-adopte-le-projet-de-loi-portant-modification-du-code-de-justice-militaire/> [consulté le 17/05/2023]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Aperçu des personnes déplacées internes (31 mars 2023)*, 19/05/2023, [https://reliefweb.int/attachments/e9dcac85-bf83-47f8-8513-c92cd18e914a/BFA\\_Situation%20des%20PDI%2031\\_MARS\\_2023.pdf](https://reliefweb.int/attachments/e9dcac85-bf83-47f8-8513-c92cd18e914a/BFA_Situation%20des%20PDI%2031_MARS_2023.pdf) [consulté le 21/06/2023]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Situation des personnes déplacées internes (PDI)*, s.d., <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiNmQxNzc3MjItMmE1Mi00Zjk1LTk4NTAtMGNjOTMzMTM2MjE2IiwidCI6IjBmOWUzNWRLTUONGYtNGY2MC1iZGNjLTVIYTYQxNmU2ZGM3MCIsmi0j9> [consulté le 21/06/2023]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Carte de référence (A la date du 31 Janvier 2023)*, 11/05/2023, [https://reliefweb.int/attachments/e6de2d68-cf6a-429d-8617-4d333eeb0b90/BFA\\_Map\\_A0\\_Carte%20de%20reference.pdf](https://reliefweb.int/attachments/e6de2d68-cf6a-429d-8617-4d333eeb0b90/BFA_Map_A0_Carte%20de%20reference.pdf) [consulté le 21/06/2023]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso: Aperçu de la situation humanitaire (au 30 avril 2023)*, 30/04/2023, <https://reliefweb.int/attachments/8cf7305b-ec39-4563-9b5d-b83054bc7461/BFA-HumanitarianOverview%20Avril%202023%20FR.pdf> [consulté le 22/06/2023]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Siegle J., Williams W.), *Évaluer l'essor de la violence des islamistes militants en Afrique*, 16/03/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/evaluer-lessor-de-la-violence-des-islamistes-militants-en-afrique/> [consulté le 15/06/2023]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Cinq zones de violence des groupes islamistes militants au Sahel*, 30/09/2022, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2023/02/Five-Zones-fr.pdf> [consulté le 15/06/2023]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Les décès provoqués par la violence des islamistes militants d'Afrique augmentent de près de 50 %*, 10/02/2023, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2023/03/MIG-highlights-2023.pdf> [consulté le 15/06/2023]

Centre for Democracy & Development (CDD) (Angalapu D., Nichole Grossman N.), *Turbulent region: an analysis of trends and actors of conflict in West Africa*, 09/06/2023, <https://www.cddwestafrica.org/uploads/reports/file/Turbulent-Region---An-analysis-of-trends-and-actors-of-conflict-in-West-Africa,-October-2022---March-2023.pdf> [consulté le 20/06/2023]

Combating Terrorism Center (CTC) (Nsaibia H., Weiss C.), *Oil on the Jihadi Fire: The Repercussions of a Wagner Group Deployment to Burkina Faso*, 01/2023, <https://ctc.westpoint.edu/oil-on-the-jihadi-fire-the-repercussions-of-a-wagner-group-deployment-to-burkina-faso/> [consulté le 16/06/2023]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, [https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf) [consulté le 21/05/2019]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Burkina Faso. Situation sécuritaire*, 06/10/2022, [https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi\\_focus\\_burkina\\_faso\\_situation\\_securitaire\\_20221006.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_burkina_faso_situation_securitaire_20221006.pdf) [consulté le 14/06/2023]



Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, [https://www.cggra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cggra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf) [consulté le 19/06/2023]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 03/03/2023, [https://digitallibrary.un.org/record/3999468/files/S\\_2022\\_1019-FR.pdf?ln=fr](https://digitallibrary.un.org/record/3999468/files/S_2022_1019-FR.pdf?ln=fr) [consulté le 06/06/2023]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel - Rapport du Secrétaire général (S/2023/328)*, 09/05/2023, <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=S/2023/328&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False> [consulté le 22/06/2023]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Protection des civils en période de conflit armé. Rapport du Secrétaire général*, 12/05/2023, <https://reliefweb.int/attachments/ecbb8910-f9f1-4ab1-a189-9a0875d7720c/N2312711.pdf> [consulté le 06/06/2023]

Courrier confidentiel (Cabral I.) via Courrier international, *Analyse. En ciblant les Peuls, le Burkina Faso tombe dans le piège communautariste*, 11/02/2023, [https://www.courrierinternational.com/article/analyse-en-ciblant-les-peuls-le-burkina-faso-tombe-dans-le-piege-communautariste?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.courrierinternational.com/article/analyse-en-ciblant-les-peuls-le-burkina-faso-tombe-dans-le-piege-communautariste?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter) [consulté le 14/06/2023]

Décret N°2023- 0475 /PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI portant mobilisation générale et mise en garde, 19/04/2023, <http://www.justice.gov.bf/wp-content/uploads/2023/04/Decret-2023-0475-portant-mobilisation-generale-et-mise-en-garde.pdf> [consulté le 07/06/2023]

Deutsche Welle (DW) (Schwikowski M.), *France agrees to pull troops from Burkina Faso*, 25/01/2023, <https://www.dw.com/en/france-agrees-to-pull-troops-from-burkina-faso/a-64513392> [consulté le 25/01/2023]

Deutsche Welle (DW), *La presse n'a plus bonne presse au Burkina Faso*, 27/02/2023, <https://www.dw.com/fr/burkina-faso-libert%C3%A9-presse/a-64832943> [consulté le 16/06/2023]

Duhamel J., *Activity of jihadist militant groups in Burkina Faso, 2022*, 07/12/2022, <https://julesduhamel.wordpress.com/2022/12/07/activity-of-jihadist-militant-groups-in-burkina-faso-2022/> [consulté le 05/06/2023]

European Institute of Peace (EIP), *Environmental Peacemaking in Liptako Gourma. A mapping of issues and initiatives*, 06/2023, <https://www.eip.org/publication/environmental-peacemaking-in-liptako-gourma/> [consulté le 22/06/2023]

Faso7, *Burkina Faso : L'état d'urgence décrété dans 8 régions*, 24/03/2023, <https://faso7.com/2023/03/24/burkina-faso-letat-durgence-decrete-dans-8-regions/> [consulté le 22/06/2023]

France 24, *Au Burkina Faso, des supplétifs de l'armée accusés du massacre de 28 civils*, 03/01/2023, <https://www.france24.com/fr/afrique/20230103-au-burkina-faso-des-suppl%C3%A9tifs-de-l-arm%C3%A9e-accus%C3%A9s-du-massacre-de-28-civils> [consulté le 09/06/2023]

France 24, *Le Burkina Faso décrète la "mobilisation générale" face aux groupes terroristes*, 13/04/2023, <https://www.france24.com/fr/afrique/20230413-le-burkina-faso-d%C3%A9cr%C3%A8te-la-mobilisation-g%C3%A9n%C3%A9rale-face-aux-groupes-terroristes> [consulté le 16/06/2023]

France télévisions, *Burkina Faso : imams et prêcheurs musulmans dénoncent les discours haineux contre les Peuls*, 30/08/2022, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-imams-et-precheurs-musulmans-denoncent-les-discours-haineux\\_5333875.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-imams-et-precheurs-musulmans-denoncent-les-discours-haineux_5333875.html) [consulté le 14/06/2023]

Geopolitical Intelligence Services (GIS) (Ahrens Teixeira C.), *Burkina Faso: Another Russia-West hotspot?*, 03/01/2023, <https://www.gisreportsonline.com/r/burkina-faso/> [consulté le 13/06/2023]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *La menace silencieuse. Les enlèvements au Burkina Faso*, 07/03/2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/03/Flore-Berger-La-menace-silencieuse-Les-enle%C3%A8vements-au-Burkina-Faso-GI-TOC-Mars-2023.pdf> [consulté le 05/06/2023]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Factsheet 1 January –28 February 2023*, 15/03/2023, <https://reporting.unhcr.org/document/4482> [consulté le 09/06/2023]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Factsheet\_March-Avril 2023*, 18/05/2023, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/100772> [consulté le 09/06/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des médias interdits d'antenne par le gouvernement militaire de transition*, 29/03/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/03/29/burkina-faso-des-medias-interdits-dantenne-par-le-gouvernement-militaire-de> [consulté le 16/06/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : L'armée serait impliquée dans le massacre de 156 civils*, 04/05/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/05/04/burkina-faso-larmee-serait-impliquee-dans-le-massacre-de-156-civils> [consulté le 16/06/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Les atrocités des groupes armés islamistes se multiplient*, 15/06/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/06/15/burkina-faso-les-atrocites-des-groupes-armes-islamistes-se-multiplient> [consulté le 16/06/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso. Événements de 2022*, 12/01/2023, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/383648> [consulté le 16/06/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Le Burkina Faso agit pour lutter contre les abus commis par les forces armées*, 17/03/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/03/17/le-burkina-faso-agit-pour-lutter-contre-les-abus-commis-par-les-forces-armees> [consulté le 07/06/2023]

Institut Montaigne (Guiffard J.), *Sahel : dynamiques communautaires et "question peule" - Comment analyser les ferments de la crise, sans avoir une lecture essentialiste de la situation.*, 15/11/2022, <https://www.institutmontaigne.org/expressions/sahel-dynamiques-communautaires-et-question-peule-comment-analyser-les-ferments-de-la-crise-sans> [consulté le 14/06/2023]

Institute for Economics and Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2023*, 14/03/2023, <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2023/03/GTI-2023-web.pdf> [consulté le 13/06/2023]

Institute for Security Studies (ISS) (Fahiraman R. K., Koné H.), *Risks of Burkina Faso's new military approach to terrorism*, 09/01/2023, <https://issafrica.org/iss-today/risks-of-burkina-fasos-new-military-approach-to-terrorism> [consulté le 07/06/2023]

International Crisis Group (ICG), *Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest*, 26/01/2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso-niger-benin/310-containing-militancy-west-africas-park-w> [consulté le 09/06/2023]

Jeune Afrique (JA) (Coulibaly N.), *Russie, Corée du Nord, Venezuela... Le Burkina Faso d'Ibrahim Traoré se tourne vers de nouveaux alliés*, 15/06/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1453820/politique/russie-coree-du-nord-venezuela-le-burkina-faso-dibrahim-traore-se-tourne-vers-de-nouveaux-allies/> [consulté le 16/06/2023]

Jeune Afrique (JA) (Duhem V.), *[Enquête vidéo] Wagner, les nouveaux pilleurs de l'Afrique*, 20/06/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1452912/politique/enquete-video-wagner-les-nouveaux-pilleurs-de-lafrique/> [consulté le 21/06/2023]

Jeune Afrique (JA) (Monteau F.), *Au Burkina Faso, la vie sous blocus jihadiste*, 16/03/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1427972/politique/au-burkina-faso-la-vie-sous-blocus-jihadiste/> [consulté le 22/06/2023]

Jeune Afrique (JA) (Wendpouré M. N.), *Au Burkina Faso, le massacre de Karma met Ibrahim Traoré sous pression*, 10/05/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1443160/politique/au-burkina-faso-le-massacre-de-karma-met-ibrahim-traore-sous-pression/> [consulté le 14/06/2023]

Jeune Afrique (JA), *Au Burkina, une dizaine de civils tués dans une attaque jihadiste*, 18/06/2023, [https://www.jeuneafrique.com/1454893/politique/au-burkina-une-dizaine-de-civils-tues-dans-une-attaque-jihadiste/?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter#Echobox=1687081014](https://www.jeuneafrique.com/1454893/politique/au-burkina-une-dizaine-de-civils-tues-dans-une-attaque-jihadiste/?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1687081014) [consulté le 16/06/2023]

Jeune Afrique (JA), *Les VDP, l'armée dans l'armée d'Ibrahim Traoré*, 14/06/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1452395/politique/les-vdp-larmee-dans-larmee-dibrahim-traore/> [consulté le 16/06/2023]

Jonathan Guiffard (@joeguiffard), *Que se passe-t-il exactement au Burkina Faso autour de la présence française ?* [Twitter post], 24/01/2023, <https://twitter.com/joeguiffard/status/1617871054369886215> [consulté le 16/06/2023]

L'Economiste du Faso, *Mise en garde, mobilisation générale et état d'urgence: Ibrahim Traoré a affûté ses armes*, 11/04/2023, <https://www.leconomistedufaso.com/2023/04/11/mise-en-garde-mobilisation-generale-et-etat-durgence-ibrahim-traore-a-affute-ses-armes/> [consulté le 22/06/2023]

La Libre, *Massacres de soldats au Burkina Faso, les djihadistes défient le pouvoir : "On n'a jamais vu d'attaque d'une telle envergure"*, 23/02/2023, <https://www.lalibre.be/international/afrique/2023/02/23/massacres-de-soldats-au-burkina-faso-les-djihadistes-defient-le-pouvoir-on-na-jamais-vu-dattaque-dune-telle-envergure-ZY6SYXSC5JF4VNRANB7XGVNQ3U/> [consulté le 12/06/2023]

La Nouvelle tribune (Hessoun Ch.), *Burkina Faso: un français soupçonné d'espionnage arrêté puis libéré*, 14/03/2023, <https://lanouvelletribune.info/2023/03/burkina-faso-un-francais-soupconne-despionnage-arrete-puis-libere/> [consulté le 23/06/2023]

Le Courrier international, *"Au Burkina Faso, certains médias sont devenus des cibles"*, 03/04/2023, <https://www.courrierinternational.com/article/entretien-au-burkina-faso-certains-medias-sont-devenus-des-cibles> [consulté le 16/06/2023]

Lefaso.net (Diallo M.), *Djihadisme et communauté Peulh au Burkina Faso : Que faut-il retenir ?*, 13/03/2023, <https://lefaso.net/spip.php?article120096> [consulté le 14/06/2023]

Lefaso.net (Sama Y.), *Boucle du Mouhoun : La province de la Kossi dans les tourments de l'insécurité*, 23/05/2023, <https://lefaso.net/spip.php?article121701> [consulté le 13/06/2023]

Lefaso.net, *Lutte contre le terrorisme au Burkina : Enlèvement des femmes à Arbinda, un acte de guerre à valeur castratrice*, 22/01/2023, <https://lefaso.net/spip.php?article118953> [consulté le 09/06/2023]

Le Figaro, *Burkina Faso : au moins 18 civils tués dans deux attaques de djihadistes présumés*, 20/01/2023, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/burkina-au-moins-18-civils-tues-dans-deux-attaques-de-djihadistes-presumes-20230120> [consulté le 09/06/2023]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, le président énigmatique qui défie la France*, 30/05/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/30/au-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traore-le-president-enigmatique-qui-defie-la-france\\_6175485\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/30/au-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traore-le-president-enigmatique-qui-defie-la-france_6175485_3212.html) [consulté le 14/06/2023]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les Peuls de plus en plus stigmatisés : « Nous sommes devenus les premiers suspects »*, 15/09/2022, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/15/nous-sommes-devenus-les-premiers-suspects-au-burkina-faso-les-peuls-de-plus-en-plus-stigmatises\\_6141793\\_3212.html#:~:text=%C2%AB%C2%A0Nous%20sommes%20devenus%20les%20premier%20suspects%C2%A0%C2%BB%C2%A0%3A%20au%20Burkina%20Faso%2C%20les%20Peuls%20de%20plus%20en%20plus%20stigmatis%C3%A9s](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/09/15/nous-sommes-devenus-les-premiers-suspects-au-burkina-faso-les-peuls-de-plus-en-plus-stigmatises_6141793_3212.html#:~:text=%C2%AB%C2%A0Nous%20sommes%20devenus%20les%20premier%20suspects%C2%A0%C2%BB%C2%A0%3A%20au%20Burkina%20Faso%2C%20les%20Peuls%20de%20plus%20en%20plus%20stigmatis%C3%A9s) [consulté le 14/06/2023]

Le Monde (Grynszpan E., et al.), *Pendant la guerre en Ukraine, le Groupe Wagner continue de tisser sa toile en Afrique*, 28/01/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/28/malgre-la-querre-en-ukraine-wagner-continue-de-tisser-sa-toile-en-afrique\\_6159626\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/28/malgre-la-querre-en-ukraine-wagner-continue-de-tisser-sa-toile-en-afrique_6159626_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde (Le Cam M., Bensimon C., Vincent E.), *Le Burkina Faso officialise sa demande de rupture de la présence militaire française dans le pays*, 24/01/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/24/le-burkina-faso-officialise-sa-demande-de-rupture-de-la-presence-militaire-francaise-dans-le-pays\\_6159024\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/24/le-burkina-faso-officialise-sa-demande-de-rupture-de-la-presence-militaire-francaise-dans-le-pays_6159024_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, l'enlèvement sans précédent d'une cinquantaine de femmes attribué aux djihadistes*, 19/01/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/19/au-burkina-faso-l-enlevement-sans-precedent-d-une-cinquantaine-de-femmes-attribue-aux-djihadistes\\_6158537\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/19/au-burkina-faso-l-enlevement-sans-precedent-d-une-cinquantaine-de-femmes-attribue-aux-djihadistes_6158537_3212.html) [consulté le 09/06/2023]

Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, la flambée des violences souligne les limites de la stratégie de lutte antiterroriste de la junte*, 19/04/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/19/au-burkina-faso-la-flambee-des-violences-souligne-les-limites-de-la-strategie-de-lutte-antiterroriste-de-la-junte\\_6170164\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/19/au-burkina-faso-la-flambee-des-violences-souligne-les-limites-de-la-strategie-de-lutte-antiterroriste-de-la-junte_6170164_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, le raidissement de la junte: «On ne construit rien sans discipline», selon le premier ministre*, 07/03/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/07/au-burkina-faso-le-raidissement-de-la-junte-on-ne-construit-rien-sans-discipline-selon-le-premier-ministre\\_6164521\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/07/au-burkina-faso-le-raidissement-de-la-junte-on-ne-construit-rien-sans-discipline-selon-le-premier-ministre_6164521_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde (Le Cam M.), *Burkina Faso: quand Russes, wahhabites et panafricanistes font cause commune autour de la junte*, 16/02/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/16/burkina-faso-quand-russes-wahhabites-et-panafricanistes-font-cause-commune-autour-de-la-junte\\_6162118\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/16/burkina-faso-quand-russes-wahhabites-et-panafricanistes-font-cause-commune-autour-de-la-junte_6162118_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde (Le Cam M.), *Le nord du Burkina Faso sous le feu des groupes djihadistes*, 22/02/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/22/le-nord-du-burkina-faso-sous-le-feu-des-groupes-djihadistes\\_6162845\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/22/le-nord-du-burkina-faso-sous-le-feu-des-groupes-djihadistes_6162845_3212.html) [consulté le 06/06/2023]

Le Monde (Sylvestre-Treiner A.), *Les correspondantes du «Monde Afrique» et de «Libération» expulsées du Burkina Faso*, 02/04/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/02/les-correspondantes-du-monde-afrique-et-de-liberation-expulsees-du-burkina-faso\\_6167943\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/02/les-correspondantes-du-monde-afrique-et-de-liberation-expulsees-du-burkina-faso_6167943_3212.html) [consulté le 16/06/2023]

Le Monde, *Au Sahel, le groupe Etat islamique étend sa prédation*, 21/04/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/21/au-sahel-le-groupe-etat-islamique-etend-sa-predation\\_6170453\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/21/au-sahel-le-groupe-etat-islamique-etend-sa-predation_6170453_3212.html) [consulté le 13/06/2023]

Le Monde, *Burkina Faso condamne 'ethnic cleansing' messages circulating on WhatsApp*, 18/08/2022, [https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2022/08/18/burkina-faso-condemns-ethnic-cleansing-messages-circulating-on-whatsapp\\_5994006\\_124.html](https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2022/08/18/burkina-faso-condemns-ethnic-cleansing-messages-circulating-on-whatsapp_5994006_124.html) [consulté le 14/06/2023]

Le Monde, *Faim dans le monde : Haïti, le Mali, le Burkina Faso et le Soudan placés en alerte maximale par l'ONU*, 29/05/2023, [https://www.lemonde.fr/sante/article/2023/05/29/faim-dans-le-monde-haiti-le-mali-le-burkina-faso-et-le-soudan-places-en-alerte-maximale-par-l-onu\\_6175312\\_1651302.html](https://www.lemonde.fr/sante/article/2023/05/29/faim-dans-le-monde-haiti-le-mali-le-burkina-faso-et-le-soudan-places-en-alerte-maximale-par-l-onu_6175312_1651302.html) [consulté le 22/06/2023]

Libération (Faire A.), *Le Burkina Faso confronté à une dangereuse vague de haine anti-peul*, 04/09/2022, [https://www.liberation.fr/international/afrique/le-burkina-faso-confronte-a-une-dangereuse-vague-de-haine-anti-peul-20220904\\_OI65JZ6DGNED3CTRVAMHY56K3Y/](https://www.liberation.fr/international/afrique/le-burkina-faso-confronte-a-une-dangereuse-vague-de-haine-anti-peul-20220904_OI65JZ6DGNED3CTRVAMHY56K3Y/) [consulté le 14/06/2023]

Loi N°001-2023/ALT portant modification de la Loi n° 24-94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice militaire, 16/02/2023, [https://www.assembleenationale.bf/IMG/pdf/loi\\_no001\\_justice\\_militaire.pdf](https://www.assembleenationale.bf/IMG/pdf/loi_no001_justice_militaire.pdf) [consulté le 14/06/2023]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: civilian fatalities* [Twitter post], 26/04/2023, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1651335600727896066](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1651335600727896066) [consulté le 15/06/2023]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Central Sahel: civilian targeting* [Twitter post], 20/04/2023, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1649168535615156225](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1649168535615156225) [consulté le 15/06/2023]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Central Sahel: conflict deaths* [Twitter post], 24/04/2023, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1650544382897008648](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1650544382897008648) [consulté le 15/06/2023]

Nations unies, *Au Burkina Faso, un habitant sur cinq a besoin d'aide humanitaire*, 04/04/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/04/1133927> [consulté le 22/06/2023]

Nations unies, *Burkina Faso : l'ONU dénonce les discours haineux contre les minorités ethniques*, 12/09/2023, <https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126871> [consulté le 14/06/2023]

Norwegian Refugee Council (NRC), *Les crises de déplacement les plus négligées dans le monde*, 01/06/2023, [https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/neglected-2022/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-2022\\_french.pdf](https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/neglected-2022/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-2022_french.pdf) [consulté le 14/06/2023]

Programme alimentaire mondial (PAM), *Bulletin conjoint d'information de suivi des marchés au Burkina Faso (mai 2023)*, 31/05/2023, [https://reliefweb.int/attachments/fc435f5a-67f0-4971-b79a-9d0d78a6c158/BULLETIN%20CONJOINT%20DE%20SUIVI%20DES%20MARCHES%20AU%20BURKINA\\_mai2023.pdf](https://reliefweb.int/attachments/fc435f5a-67f0-4971-b79a-9d0d78a6c158/BULLETIN%20CONJOINT%20DE%20SUIVI%20DES%20MARCHES%20AU%20BURKINA_mai2023.pdf) [consulté le 22/06/2023]

Projet 21, *Monitoring régional de Protection : Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad - Rapport Annuel 2022*, 20/06/2023, [https://reliefweb.int/attachments/2458d815-f887-4085-9a58-2e330ba42d9b/P21\\_Sahel\\_Annual%20Report%202022.pdf](https://reliefweb.int/attachments/2458d815-f887-4085-9a58-2e330ba42d9b/P21_Sahel_Annual%20Report%202022.pdf) [consulté le 21/06/2023]

Projet 21, *Note de Monitoring de Protection N°2 (mars-avril 2023)*, 14/06/2023, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/101311> [consulté le 22/06/2023]

Projet 21, *Note de Monitoring de Protection N°2 (mars-avril 2023)*, 14/06/2023, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/101311> [consulté le 22/06/2023]

Radio France internationale (RFI) (Laleix G.), *Burkina Faso: les détails de la mobilisation générale connus suite à la signature d'un décret*, 20/04/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230420-burkina-faso-les-d%C3%A9tails-de-la-mobilisation-g%C3%A9n%C3%A9rale-connus-suite-%C3%A0-la-signature-d-un-d%C3%A9cret> [consulté le 16/06/2023]

Radio France internationale (RFI), *Le Burkina Faso prolonge de six mois l'état d'urgence dans huit régions*, 13/05/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230513-le-burkina-faso-prolonge-de-six-mois-l-%C3%A9tat-d-urgence-dans-huit-r-%C3%A9gions> [consulté le 22/06/2023]

Radio France internationale (RFI), *Ouagadougou met en avant les forces burkinabè pour assurer la défense du pays*, 25/01/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230125-ouagadougou-met-en-avant-les-forces-burkinab%C3%A8-pour-assurer-la-d%C3%A9fense-du-pays> [consulté le 09/06/2023]

The Conversation (Bazillier R., Girard V.), « *Malédiction des ressources naturelles* » et mines artisanales : le cas de l'or au Burkina Faso, 11/09/2018, <https://theconversation.com/malediction-des-ressources-naturelles-et-mines-artisanales-le-cas-de-lor-au-burkina-faso-102855> [consulté le 15/06/2023]

The Conversation (Martinez L.), *Sahel : des populations civiles à l'épreuve d'une insurrection djihadiste*, 21/03/2023, [https://theconversation.com/sahel-des-populations-civiles-a-lepreuve-dune-insurrection-djihadiste-201981?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=bylinetwitterbutton](https://theconversation.com/sahel-des-populations-civiles-a-lepreuve-dune-insurrection-djihadiste-201981?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton) [consulté le 16/06/2023]

The Economist, *Rampant jihadists are spreading chaos and misery in the Sahel*, 27/04/2023, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/04/27/rampant-jihadists-are-spreading-chaos-and-misery-in-the-sahel> [consulté le 13/06/2023]

The Jamestown Foundation (Moody J.), *Mass Civilian Defense Force Recruitment Raises Jihadist Threat to Civilians in Burkina Faso*, 03/03/2023, <https://jamestown.org/program/mass-civilian-defense-force-recruitment-raises-jihadist-threat-to-civilians-in-burkina-faso/> [consulté le 09/06/2023]

TV5 Monde (Soyez N.), *Pourquoi une telle stigmatisation des Peuls au Sahel ?*, 25/08/2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/pourquoi-une-telle-stigmatisation-des-peuls-au-sahel-1167546> [consulté le 14/06/2023]

United States Department of State (USDOS), *2022 Country Reports on Human Rights Practices: Burkina Faso*, 20/03/2023, [https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/02/415610\\_BURKINA-FASO-2022-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf](https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/02/415610_BURKINA-FASO-2022-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf) [consulté le 22/06/2023]

Voice of America (VOA) (Solomon S.), *Burkina Faso Banning Free Press 'Bit by Bit,' Says France 24 Journalist After Broadcaster's Suspension*, 29/03/2023, <https://www.voanews.com/a/burkina-faso-banning-free-press-bit-by-bit-says-france-24-journalist-after-broadcaster-s-suspension/7027386.html> [consulté le 09/06/2023]

Wakat Sera, *Burkina: aller à 100 000 VDP voire plus*, 30/05/2023, <https://www.wakatsera.com/burkina-aller-a-100-000-vdp-voire-plus/> [consulté le 15/06/2023]

War on the rocks (Shurkin M.), *Don't abandon Burkina Faso*, 20/06/2023, <https://warontherocks.com/2023/06/dont-abandon-burkina-faso/> [consulté le 22/06/2023]